

PARIS.

ADRESSE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SIRE,

La Chambre des Députés, fidèle interprète des vœux et des besoins du pays, se félicite d'avoir à porter à Votre Majesté des paroles de satisfaction et d'espérance. Une paix profonde règne dans l'Etat, et la France a foi dans sa durée. Cette sécurité, en cimentant notre union au dedans, assure de plus en plus notre puissance au dehors. Heureux le pays qui retrouve à un si haut degré le sentiment de sa force, quand tous ses vœux sont pour la paix !

Cette situation prospère est due à l'action du temps et aux progrès de la raison publique, qui ont triomphé des circonstances les plus difficiles. Nagnères la France voyait encore l'ordre public et nos institutions aux prises avec les efforts acharnés des factions. Pour les défendre, sire, votre gouvernement n'a fait appel qu'à la force des lois, et nous aimons à reconnaître avec Votre Majesté les heureux effets des mesures législatives adoptées par les pouvoirs constitutionnels. Partout, secondés par le bon sens national, elles ont ramené le respect de l'ordre et des mœurs publiques; les attaques contre le prince et la Constitution du pays ont cessé, et la confiance des bons citoyens se rallie autour de ces grands intérêts désormais inviolables.

Un attentat de douloureux souvenir a consterné la patrie; il a fait éclater la magnanimité du roi et l'amour de la France; et la Providence qui veille sur ses destinées, a visiblement protégé des jours dont Votre Majesté a fait le plus cher patrimoine de la nation.

Sire, votre royale famille a aussi sa part dans les espérances de la patrie. Vos fils ont passé leurs premières années avec les nôtres, et nous les retrouvons aujourd'hui dans les camps au milieu de notre valeureuse jeunesse. A cette noble égalité de travaux et de périls, la France reconnaît son caractère national et la dynastie qu'elle s'est choisie. Elle n'a pas vu sans émotion l'aîné de ses princes associé aux fatigues et aux dangers de notre armée; et la chambre après avoir ressenti vos justes sollicitudes, a droit de partager votre satisfaction de père et de roi. Elle espère, Sire, que le séjour de l'héritier de la couronne au sein de nos possessions d'Afrique, contribuera à éclairer votre gouvernement sur les mesures les plus propres à combiner à leur égard les vœux de la civilisation et les véritables intérêts de la France.

Le premier besoin de la civilisation, Sire, c'est la paix, et nous avons accueilli avec empressement, de la bouche de Votre Majesté, l'assurance de l'état satisfaisant de nos relations avec les puissances étrangères. Cette heureuse harmonie nous donne l'espérance que, d'accord avec la Grande-Bretagne et les puissances dont les intérêts sont liés aux nôtres, vous pourrez, Sire, rétablir l'équilibre européen si nécessaire au maintien de la paix, et que le premier gage en sera la conservation de l'antique nationalité polonaise consacrée par les traités.

La France, Sire, donne l'exemple de la fidélité aux promesses.

Le gouvernement de Votre Majesté a pris sur les frontières d'Espagne les mesures nécessaires à l'accomplissement du traité du 28 avril 1834. La Chambre fait des vœux sincères pour que ces mesures, continuées avec une vigilante fermeté, conduisent à la pacification intérieure de la Péninsule et à l'affermissement du trône de la Reine Isabelle II.

La Chambre regrette, comme Votre Majesté, que le traité du 4 juillet 1834 n'ait pu encore recevoir sa complète exécution; elle a vu, dans la médiation amicale de la Grande-Bretagne, une nouvelle preuve de l'alliance qui unit les deux pays. Les déclarations contenues dans un acte récent nous font espérer enfin une issue également honorable pour deux grandes nations.

La paix, Sire, ne peut qu'accroître la prospérité de nos finances : leur état satisfaisant, que Votre Majesté nous annonce, permettra d'obtenir dans toute sa vérité l'équilibre tant désiré entre les revenus et les charges de l'Etat. Pour atteindre et conserver cet important résultat, nous savons tout ce qu'il faut de maturité dans le règlement des crédits, de sagesse dans le maintien de leurs limites, de prudence dans l'évaluation des recettes qui doivent y pourvoir. C'est dans cet esprit que nous examinerons les lois de finances qui nous seront présentées; une sage économie est un devoir sacré pour le gouvernement; c'en est un aussi pour une Chambre gardienne de la fortune publique.

La Chambre portera, sur les autres lois que Votre Majesté lui annonce, toute l'attention que mérite leur importance. Il s'agit d'organiser les libertés municipales qui fondent l'existence politique des nations, la responsabilité ministérielle qui la garantit, l'enseignement qui la perpétue. Nous avons à délibérer sur les réformes administratives et judiciaires, sur le système général et l'agrandissement de nos communications intérieures, sur les graves questions qui touchent à notre commerce extérieur. C'est surtout dans les temps de sécurité qu'on peut, sans entraînement comme sans défiance, consolider les libertés publiques; c'est alors qu'on peut imprimer aux améliorations sociales le caractère de la durée, parce qu'on les entreprend avec sagesse.

Sire, le moment est venu pour la France de recueillir les fruits de sa prudence et de son courage : le premier de tous, c'est le calme des esprits que Votre Majesté appelle par ses nobles paroles, et sans lequel la tranquillité des Etats n'est qu'apparente et passagère.

Cui, Sire, la Chambre le pense avec vous, c'est quand la force persévérante des lois a découragé les partis par la conviction de leur impuissance, qu'il appartient à une politique ferme, généreuse et conciliatrice de rallier tous les Français autour du trône et des institutions de juillet.

C'est ainsi que la France pourra consacrer à la prospérité commune ses forces et son génie trop souvent tournés contre elle-même au profit des dissensions qui l'ont déchirée. Aujourd'hui, Sire, elle n'écoute ni les vaines théories ni les paroles passionnées : elle demande à ceux qui la gouvernent de veiller pour elle à ces grands intérêts moraux et matériels qui font la véritable splendeur des nations.

Sire, la Chambre des députés sera fidèle à la voix du pays. Nous secondons ce noble essor en perfectionnant nos lois, en aidant de tous nos efforts à l'amélioration des mœurs publiques, en recherchant attentivement les véritables intérêts du commerce, en protégeant nos industries et surtout l'agriculture, la première de toutes, qui par les difficultés de sa situation actuelle, autant que par son importance vitale, appelle toute la sollicitude du gouvernement.

Tels sont nos vœux; puisse la nation, dans la carrière qui s'ouvre devant elle, marcher rapidement à l'accomplissement de ses hautes destinées !

Sire, la reconnaissance nationale y associera vo-

tre nom; et tandis que la pacification des troubles et la prospérité des peuples n'appartiennent d'ordinaire qu'à des époques et à des règnes divers, cette double gloire sera réservée à Votre Majesté; elle sera la plus douce récompense pour votre cœur paternel, et l'histoire en fera le caractère distinctif de votre règne.

M. le ministre des finances a apporté à la Chambre le budget de l'exercice de 1835. Nous nous bornerons à dire aujourd'hui, que M. Humann ayant parlé de la réduction de l'intérêt de la dette 5 p. 100, comme d'une grande amélioration qui nous était réservée, sans l'admettre cependant dans l'exercice soumis à la chambre, M. Giraud, député siégeant au centre, a demandé des explications à ce sujet. Le ministre ayant réclamé un délai, que justifiait bien, a-t-il dit, la gravité de la question, la chambre a remis à lundi pour entendre les interpellations et les réponses qui y seraient faites.

Le *Moniteur* contient ce soir, dans un supplément extraordinaire, l'ordonnance suivante : M. d'Argout est nommé ministre secrétaire d'état au département des finances, en remplacement de M. Humann.

C'est le 30 janvier que s'ouvrira, devant la Cour des pairs, les débats du procès relatif à l'attentat du 28 juillet. En apprenant cette fixation, Fieschi a dit à M. Sajou, huissier de la Cour des pairs, qui lui notifiait l'acte d'accusation : « Ah! Diavolo! Vous avez vu blanchir vos cheveux, mais les miens ne blanchiront pas. » Pépin s'est écrié : Eh quoi! déjà? N'y aurait-il donc pas moyen de reculer cela? — Vous serez plus tôt rendu à la liberté, lui dit son interlocuteur. Morey paraît avoir retrouvé sa tranquillité ordinaire, et Boireau n'a rien perdu de sa gaieté.

Fieschi a prié M. le baron Pasquier de vouloir bien adjoindre d'office M^{re} Patroni à M^{re} Parquin et Chaix d'Est-ange, qui lui ont déjà été donnés pour défenseurs.

Un courrier de Lisbonne, arrivé le 5 à Madrid, y a apporté la nouvelle de la célébration, par procureur, du mariage de la reine dona Maria avec le prince de Saxe-Cobourg. La cérémonie de ce mariage a eu lieu le 2^e janvier, dans la cathédrale de Lisbonne.

Le 15 janvier, un jeune homme, commis marchand dans une maison de Metz, contrarié par quelques nouvelles requêtes de sa famille, se déshabille entièrement, se couche sur le parquet de sa chambre, se place sur la poitrine un tison embrasé, et, sans jeter un cri, supporte l'action du feu pendant plusieurs heures. Le suicide n'était pas consommé quand on pénétra dans sa chambre, mais il avait la poitrine, le cou et le menton horriblement brûlés : on espère cependant le sauver.

La chambre civile de la cour de cassation a prononcé aujourd'hui son arrêt dans l'affaire des huissiers de Meaux contre les avoués de la même ville. Après avoir entendu M^{re} Crémieux, avocat des avoués, et les conclusions conformes de M. Voysin de Gartempe remplissant les fonctions d'avocat-général, la cour a décidé que le droit de certifier les copies de pièces signifiées en tête des exploits appartenait aux huissiers à l'exclusion des avoués, pour tous les actes faits en dehors d'une instance.

Le Gérant-propriétaire, C. FABIANI.

Bastia. De l'imprimerie de CÉSAR FABIANI.

MERCREDI 3 FÉVRIER 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.

TROISIÈME ANNÉE, N° 64.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A O Les correspondances de L'INSULAIRE
et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 15.A l'adresse correspondance de M. JOURNÉ
et C^{ie}, Place de la Bourse, N° 2; à la cor-
respondance de J. F. FABIANI et C^{ie}, rue
Bastien Villeneuve N° 45, on l'on reçoit
les annonces pour le L'INSULAIRE FRANÇAIS.

L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



PREMIER ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 15 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CORSE.

Surveillance des routes royales et départementales.

Il y a tout juste un an, M. le préfet de la Corse, nomma bon nombre de commissaires voyers pour surveiller les travaux des routes royales, et institua des commissions analogues pour surveiller les travaux des routes départementales.

Tous ces commissaires et commissions, n'ont jusqu'ici, donné aucun signe de vie. Quelle en est la cause? — Il est dit, que leurs fonctions sont gratuites. Est-ce là le motif de leur inaction?

Nous ne le pensons pas. Au contraire, nous connaissons tel de ces commissaires qui, sans un centime d'émolument, n'en est pas moins disposé à vous dire une bonne vérité par procès-verbal; tel autre qui, le cas échéant, serait en état de vous éplucher un cahier de charges, devis ou détail estimatif, et de vous indiquer comme quoi, en multipliant les conditions en faveur du public, on se ménage la possibilité d'enrichir ou de ruiner *ad libitum* un entrepreneur. D'où vient donc qu'ils se taisent? la raison en est fort simple. M. le préfet s'était réservé de leur faire tenir en temps et lieu les documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tels que, la note des fonds affectés, le nom de l'entrepreneur, les clauses et conditions de l'entreprise le cahier des charges, devis et détails estimatifs, etc., et M. le préfet a évidemment oublié toutes ces choses là.

Nous nous permettrons de représenter que ces sortes d'oublis nuisent au pays, en même temps qu'ils nuisent à la bonne réputation d'un administrateur. Qu'on réfléchisse comme en fait d'administration publique tout s'enchaîne, et comme tout a mal tourné!

Si pour les travaux exécutés en dernier lieu, sur la route royale de Bastia à Ajaccio, on eût consulté en temps opportun quelqu'un de ces com-

missaires voyers, il y a tout lieu de croire, que dans la saison des pluies, on n'aurait pas placé des couches épaisses de terre végétale et argileuse sur cette route. Par conséquent on se serait épargné la douleur de voir la voiture de l'héritier du trône aller s'enfoncer à quelques lieues de Bastia, et le prince obligé, pour continuer son voyage, de monter à cheval par un temps pluvieux, séparé de ses gens, de ses effets et manquant de tout ce qui constitue son service personnel, au point que S. A. R. ne put s'empêcher de manifester par quelques signes son improbation; elle, qui avait si impassablement supporté la mauvaise saison, les mauvaises proclamations et les mauvaises harangues. Ah! il faut l'avouer, le souvenir de cet événement doit peser sur une conscience administrative comme un affreux cauchemar, s'il est vrai sur tout, que pour obtenir un pareil résultat on a entamé les fonds destinés aux autres services du département. Sous Louis XIV, un intendant qui vit manquer le rôti à la table du roi se tua de désespoir.

Les temps sont heureusement changés. M. le préfet n'a qu'à se souvenir de faire surveiller les travaux de nos routes.

Les journaux de la capitale annoncent, avec le plus grand sérieux, que l'avocat Patroni a été adjoint aux défenseurs de Fieschi, pour chercher et donner dans les mœurs des habitants de la Corse, l'explication de l'attentat du 28 juillet. Ainsi c'est moins Fieschi que la Corse qu'il s'agit de juger; et nous devons être reconnaissants de la disposition où sont les esprits à notre égard.

Il y a peu de jours, une feuille, qui jouit de beaucoup de considération dans le monde littéraire, (a) avait la bonté de nous dire que nous n'étions pas Français. — C'est donc pour que la

(a) Revue des Deux Mondes.

France baisse les yeux devant la colonne, qu'on a relevé la statue de Napoléon. — Aujourd'hui, il faudra qu'il soit constaté par arrêt, par arrêt de la plus haute cour du royaume, que nous sommes que sais-je? l'incarnation de la haine et de la férocité, la personnification de tous les crimes.

Que l'on y prenne garde. Cet excès de légèreté et d'injustice, pourrait finir par porter ses fruits. Que Fieschi et son avocat jouent la comédie, cela se conçoit; ils peuvent avoir quelque chose à gagner à ce jeu; mais que les organes les plus accrédités de la presse, que les interprètes de l'opinion publique se chargent du prologue d'une pareille comédie, c'est ce qui nous surprend et que nous ne savons pas comprendre. Les peuples, comme les individus, ont leur amour propre, leur susceptibilité; et les CorSES ne peuvent pas s'accommoder d'être un objet continu de curiosité et de mélodrame pour ceux-là même qu'ils ont appris à nommer, et qu'il leur sera toujours si doux d'appeler du nom de frères. Si c'est à l'inimitié que l'on veut provoquer; si la Corse, comme on l'a dit, est réellement un fardeau pour la France, et si c'est la séparation et l'abandon que l'on poursuit; si ce vœu émis sous la restauration, en haine du plus grand capitaine des temps modernes, de l'homme de l'histoire qui a le plus fait pour la gloire de la France et pour la sienne propre, (b) pouvait trouver encore des partisans après la révolution de juillet, qu'en ose le porter à la tribune. C'est alors, nous en sommes sûrs, que la voix de la France nous vengerait des vociférations de nos implacables détracteurs; et ce débat solennel donnerait un nouvel élan à notre amour et à notre reconnaissance.

En attendant, la France en a été avertie, c'est de la bouche de M^{re} Patroni qu'elle doit apprendre à connaître la Corse, la Corso qui, depuis trois quarts de siècle, est une province française.

(b) National 2-3 Janvier 1836.

se... Assurément, nous ne voulons pas révoquer en doute les hautes facultés de M. Patorni. Mais qui lui a donné la mission qu'il veut bien, si modestement, s'arroger? on a dit que M. Patorni était Corse, et pour notre part nous sommes disposés à le croire. Son enfance au moins et son adolescence se sont passées à Bastia; mais c'est par les sentiments surtout que nous jugeons la nationalité; et nous le disons avec douleur, il n'y a rien de Corse dans les sentiments que révèle, en ce moment, la conduite de M. Patorni. Quand pour un peu de bruit, et je ne sais quels calculs de profession, on accepte joyeusement de déverser l'odieux d'un crime épouvantable sur les mœurs de son pays, on perd le droit de se dire l'enfant de ce même pays; et M. Patorni malheureusement n'en est pas à son coup d'essai dans ce genre : ceux qui l'ont lu se souviennent encore du mémoire imprimé qu'il a distribué à la cour de Cassation dans l'affaire Isnardi, où il n'a pas craint d'insinuer, que son client n'avait été condamné, que parce qu'il était Génois et parce que ses juges étaient Corses. Quelle horrible imputation! Le sentiment de la vengeance (et quelle vengeance grand Dieu!) transporté sur le siège de la justice!...

Nous n'en dirons pas d'avantage. Quant à Fieschi, le glaive prêt à frapper, que nous voyons suspendu sur sa tête, nous cause une sorte d'embarras. Mais qu'y a-t-il néanmoins de commun entre cet homme et la Corse? La Corse l'avait retranché de son sein, en le livrant à la punition des lois et à la vigilance du gouvernement. Il était bien jeune alors, et il est juste même de dire, qu'il ne faisait que rentrer de l'armée et du continent d'Italie, où il avait passé plusieurs années. Qu'en a-t-on fait depuis? est-ce la faute de la Corse, si dans les angoisses d'une vie obscure, marquée par l'ignorance et remplie d'orages; dans des temps de haine et de divisions politiques, au milieu du désordre, du délire et des mauvaises passions qui débordent de toute part au sein de la société, le génie du mal lui a suggéré un projet épouvantable, dont l'audace et la cruauté effrayent, mais dont l'exemple n'était pas cependant inconnu dans les annales de l'histoire, et dont il faut le dire, le modèle était tout vivant encore dans l'attentat du 3 nivose? — Fieschi, après tout, a en des instigateurs et des complices qui ne sont pas Corses... Il ne l'emporte sur eux que par la supériorité du courage et de l'intelligence.

Qu'on cesse donc une fois de mêler le nom de la Corse à un funeste événement qui, nulle part, n'a inspiré plus d'horreur et d'effroi que parmi les habitants de cette île. Non, le crime de Fieschi ne porte rien avec lui de ce qui caractérise nos mœurs et nos sentiments. Le Corse venge, il est vrai, ses affronts; mais quel était l'affront que Fieschi avait reçu du roi, de ses enfants, et du nombreux cortège qui les suivait? La révolution

de juillet, dira-t-on, après lui avoir tout donné, lui avait tout ravi par les mains du gouvernement de Louis Philippe : il était sans emploi, sans pain, sans refuge.... Fieschi était le seul donc, en Corse, qui eût à se plaindre de cette révolution : on sera loin de le penser. Eh bien! demandez au Duc d'Orléans, demandez à son passage à travers les populations armées de ce département, et dites si jamais la vie d'un prince s'est trouvée dans un asyle plus saint et plus inviolable.... Le Corse venge ses injures, il est vrai; mais le Corse ne vend pas son bras, mais toujours ce bras s'est-il arrêté devant des femmes et des enfants; toujours a-t-il craint d'envelopper dans ses coups l'innocent et le coupable. Voilà le Corse. Il y a, si nous osons nous exprimer ainsi, quelque chose de vertueux jusque dans ses égarements les plus criminels. C'est encore la justice, la justice, objet constant de ses vœux et de ses regrets, qu'il croit poursuivre à travers les erreurs de son imagination enflammée; et la vengeance, en un mot, la vengeance; ce funeste préjugé qui déshonore nos mœurs, flétrit encore davantage les gouvernements, qui n'ont pas su le déraciner.

Le bateau à vapeur le *Napoléon*, depuis si long temps attendu, est enfin arrivé dans notre port le 29 janvier. Tout ce que l'on disait de la beauté de ce bâtiment s'est pleinement confirmé. Nous ne connaissons point dans la Méditerranée, ni même dans l'intérieur de la France, de bateau à vapeur, qui offre plus de commodités et qui soit orné avec plus d'élégance et de luxe. Le *Napoléon* est destiné comme l'on sait, à faire le voyage de Bastia à Marseille et de Bastia à Livourne.

M. le lieutenant-général Tiburce Sebastiani a été de retour le 29 janvier à Bastia, après avoir fait une tournée dans plusieurs parties de la division. Pour revenir d'Ajaccio il s'est servi de la diligence, qui vient de s'établir, et qu'il avait prise tout entière pour son compte. Le service de cette diligence ne se fait qu'une fois par semaine : mais on assure que l'Entrepreneur a commissionné à Marseille des voitures plus légères, et qu'au printemps prochain tout sera disposé pour que le service de Bastia à Ajaccio se fasse tous les jours. Le public doit savoir gré à M. Pieraggi des efforts qu'il fait pour introduire dans notre pays une si importante amélioration, malgré les difficultés que présente toujours le mauvais état de la route.

PARIS.

Un des trois directeurs de la banque de Pologne est arrivé dernièrement à Londres, avec la mission de lever un emprunt considérable au

nom de l'empereur de Russie pour plusieurs objets quasi-polonais, sur la garantie des revenus publics de la Pologne. La somme demandée est de 150 millions de guilders polonais.

— Le *Courrier du Bas-Rhin*, du 20 janvier, raconte le fait suivant.

« Une noce se rendait gaiement à l'église du village de Duttlenheim. Au milieu de la foule générale, un seul individu paraissait sombre et soucieux; c'était l'oncle de la mariée. *Il est bien gai, dit-il; ce soir, il ne le sera peut-être plus.*

« Cependant la cérémonie s'accomplissait, on rentre dans la maison nuptiale où un repas splendide attendait les convives. Mais l'on apprend que cinq chevaux et un van qui avaient été abreuvés au puits de la maison viennent de crever. On conçoit des soupçons. Avant de se mettre à table, on donne à un chat un des plats du festin, lequel avait été préparé avec de l'eau du puits. Ce chat meurt aussitôt. Plus de doute, un crime a été mélangé, l'eau du puits a été empoisonnée! La clameur publique accuse aussitôt l'oncle de la mariée. Les mauvais antécédents de cet homme, la mésintelligence dans laquelle il vivait avec son frère, les propos tenus au sujet de ce mariage, tout concourt à faire planer sur lui la plus affreuse accusation. On se transporte chez lui et on l'arrête. Des traces d'hommes avaient été remarquées autour du puits empoisonné; on y applique un des souliers du prévenu; il s'y adapte parfaitement; le même nombre de clous est dans la semelle.

« Au premier moment il nie tout, mais les preuves accablantes qu'on lui oppose lui font bientôt avouer son crime. Il est conduit sous bonne escorte dans la prison de Molsheim. Là il demande un prêtre et il lui confesse son action horrible, en présence de gendarmes et de deux autres individus en état d'arrestation, et déclare en même temps qu'il n'a pas de complice.

« Le lendemain matin, les deux hommes emprisonnés avec lui remarquent en s'éveillant que leur compagnon ne bouge pas; ils veulent le réveiller, mais il était raide mort; il s'était empoisonné à son tour. Une labrière qu'il avait sur lui contenait encore des restes de poison.

« Quelqu'étrange que cela puisse paraître, il se confirme qu'un emprunt va être servi à Don Carlos. Quelques personnes bien informées assurent que le contrat est signé, et qu'un versement de 6 p. 100, s'élevant en tout à 240,000 sterl., va être fait aux agents carlistes. L'emprunt est, dit-on, nominativement de 4 millions sterling. Sur cette somme, 6 pour 100 seront versés à titre de dépôt, et des paiements, s'élevant en tout à 30 pour 100 de plus, seront faits à l'entrée de Don Carlos à Madrid. (*Morning Chronicle.*)

— Don Carlos a ordonné la création d'une légion étrangère, composée des déserteurs de la légion britannique et de celle d'Alger; le noyau s'élève déjà, dit-on, à un effectif de 240 hommes.

— La femme d'un ouvrier en laine, demeurant à Pont-Givart, commune d'Ammanecourt, arrondissement de Reims, se vantait, devant son mari, dans la soirée du 10 de ce mois, d'avoir eu des relations criminelles avec un nommé Césaire, son ami. Ces étranges révélations étaient, à ce qu'il paraît, dénuées de vérité, et c'était purement et simplement un accès d'ivresse bachique qui faisait parler la malheureuse épouse. Quoi qu'il en soit, le mari, irrité, s'arme de son fusil et se rend chez Césaire. Là, au moment où la femme de ce dernier saisit l'arme pour détour-

ner le coup, l'explosion se fait entendre. Personne n'est blessé. L'auteur de cet acte difficile à qualifier est généralement connu pour honnête homme; il est venu offrir de se constituer prisonnier.

Une information a été requise à l'occasion de ce fâcheux événement. Il est facile d'en prévoir le résultat.

— Une correspondance de Constantinople, du 23 décembre, publiée par le *Times*, porte :

« Le divan, après de longues délibérations sur la note de lord Ponsonby, a enfin fait savoir à l'ambassadeur anglais, que bien que le gouvernement turc reconnût entièrement la justice des représentations faites relativement à la conduite de Méhémet-Ali, et la validité des demandes de réparations faites par l'Angleterre, la Porte ne pouvait cependant faire une réponse catégorique sans connaître les intentions du cabinet anglais, dans le cas où Méhémet refuserait d'obéir au firman impérial. Lord Ponsonby a répondu que la question posée par le reisefendi était tellement délicate qu'il lui fallait quatre jours pour l'examiner sérieusement. Le cinquième jour, il a fait passer au divan une note dans laquelle il exprimait l'espoir que Méhémet-Ali, fidèle à ses devoirs de vassal, répandra aux ordres du Sultan par l'obéissance; que si cependant sa conduite trompait les vœux et l'attente du cabinet anglais, la dignité et les intérêts de l'Angleterre ne lui permettraient pas de tolérer un tel affront. La Porte pourrait, dans ce cas, être assurée que le cabinet anglais ne prendrait aucune détermination décisive sans son secours. Le divan a regardé ces explications comme satisfaisantes, et il a accordé le firman dans les termes demandés par lord Ponsonby.

— Les nouvelles de la Catalogne continuent à être fort tristes. La plus grande agitation règne sur plusieurs points de cette province. On a des motifs pour craindre dans quelques villes et notamment à Reus et à Tarragone, des attentats comme ceux de Barcelonne. Il paraît qu'il existe en Catalogne plus de 300 sociétés politiques qui forment un gouvernement à côté du gouvernement de la reine.

— Le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux préfets une instruction relative à la formation et à l'impression des comptes et budgets départementaux. Plusieurs préfets n'exécutaient pas exactement cette disposition de la loi. Le ministre les invite expressément à s'y conformer, afin d'éviter les retards qui ont eu lieu en 1835. Les budgets départementaux devront, à partir de l'exercice 1836, être imprimés en deux cahiers séparés : le premier renfermera les budgets primitifs et les états d'emploi des sommes mises en réserve, et le deuxième contiendra les comptes et les budgets de rapport.

— On lit dans le *Courrier du Midi* :

Deux suicides en un jour!... Quelque vent

de désespoir et de mort aurait-il passé sur notre ville?

Dans la nuit du 24 au 25 janvier, les habitants d'une maison de la rue de l'Argenterie furent réveillés par l'explosion d'une arme à feu : on accourt, et dans l'appartement du sieur D*** père, orfèvre, on trouve le corps de ce malheureux, plus que sexagénaire, étendu sans vie et complètement défiguré. Des fragments de crâne, des débris de cervelle étaient répandus çà et là; le sang qui avait jailli souillait les meubles, les draperies et le parquet.

Dans la soirée du même jour, autre explosion au N° 5 de la rue des Teissiers. Pour cette fois, c'est le sieur B. C..., négociant en vinaterie : assis sur une chaise, en face d'une table, où l'on voyait une bouteille de vin, un verre et quelques autres objets, un pistolet dans sa main droite, le corps de cet autre malheureux, qui n'avait pas 45 ans, gisait dans l'attitude de repos, et sans présenter au premier coup d'œil aucune lésion. Le coup, ayant été tiré dans la bouche, la balle était sortie par le sommet de la tête et avait été frapper le plancher.

— L'élection d'un député au Congrès américain, pour le comté de Jefferson, dans les florides, a, occasionnée, le 23 novembre dernier, un duel déplorable. Toutes les dispositions avaient été prises pour que l'un des deux combattants restât sur le carreau, et le résultat a encore été plus funeste.

Les deux concurrents étaient le capitaine Everett Withe, frère d'un magistrat actuellement député, et le colonel Bellamy, ancien président du corps législatif des Florides. Ils s'accusaient réciproquement d'intrigues et de calomnies, et l'on convint de se battre à outrance.

Le capitaine White et le colonel Bellamy, assistés de leurs témoins, et chacun armés de deux paires de pistolets, se placèrent à soixante pas de distance; ils devaient marcher l'un sur l'autre, et tirer à volonté jusqu'à la limite de dix pas fixée par deux mouchoirs placés sur le terrain. Le capitaine White a essuyé trois fois le feu de son adversaire sans éprouver aucune atteinte; lorsqu'il a riposté, il n'était plus qu'à quinze pas du colonel. La première balle a fracassé le bras gauche de son adversaire; la seconde lui a percé le corps, et comme il saisissait à sa ceinture la seconde paire de pistolets, le colonel Bellamy tirant son quatrième coup d'une main défaillante, l'a frappé à mort.

Le colonel Bellamy paraissait devoir survivre quelques jours, mais la blessure est mortelle. Le capitaine White a été inhumé avec pompe. La Cour de justice a vaqué; tout le barreau et les membres du grand jury du comté ont assisté au convoi.

(*Journal des débats*)

— L'escadre américaine actuellement dans la Méditerranée se compose du *Dulwara*, de 87; du *John Adam* et des *Etats-Unis*, grosses frégates; de trois corvettes et schooner, *Shark*, sous les ordres du commodore Paterson. La *Constitution*, frégate de soixante canons, avec le pavillon de commodore Elliot, était attendue de New-York. Ces bâtiments étaient à Smyrne le 22 novembre. (*Devonport Telegraph.*)

— Le *Journal des Pyrénées-Orientales* du 16 donne les nouvelles suivantes de la Catalogne :

« Plusieurs chefs de la faction anarchique de Barcelonne sont en fuite ou cachés. Depuis le retour du général Mina, le colonel Montero ex-gouverneur de Vich, a été arrêté comme complice de Gironella.

« Le général Pastors était mis en détention pour n'avoir pas empêché, par des mesures convenables, l'envahissement de la citadelle et le massacre des prisonniers; mais qu'aurait-il pu faire avec succès, lorsqu'il est certain, dit-on, que les troupes qui en avaient la garde étaient de connivence avec les égorgeurs? Les mouvements du 4 et du 5 ont eu leur retentissement à Tarragone. On allait y massacrer aussi 75 prisonniers, reste de ceux déjà déportés, lorsque le gouverneur a invité les commandants des deux corvettes française et anglaise l'*Egle* et la *Tito*, à les recevoir à leur bord, ce qui s'est aussitôt effectué.

« A défaut, une liste de proscription fut dressée de deux cent cinquante individus d'abord, et réduite à cent par les délégués des compagnies de la garde nationale qui l'avaient demandée. Trente-cinq des proscrits étaient déjà embarqués pour être transportés en exil à Triva. Le mouvement anarchique avait échoué à Reus, mais, on n'y était pas tranquille.

« Quelques personnes que l'on croyait victimes des massacres de la nuit du 4 ont heureusement échappé à ces scènes de carnage; il y a eu dans le nombre trois Français, les seuls connus parmi les prisonniers de la citadelle, et que les autorités françaises avaient déjà réclamés; ils sont libres et près de rentrer dans leurs foyers.

— On lit dans le *Moniteur Industriel*.

Il résulte des renseignements donnés par M. le ministre du commerce que les fabriques de sucre indigènes ont produit dans le cours de l'année 1835 pour 25 millions, à peu près le tiers de la consommation du pays et aux prix de 35 francs le quintal, qualité que les producteurs des colonies ne peuvent livrer à moins de 25 fr., pris sur place; 50 mille hectares sont maintenant consacrés en France à la culture de la betterave, et M. le ministre fait encore observer que dans les cantons où ce mode de culture a été adopté, la valeur des terres en général a presque doublé.

COUR DES PAIRS.

Audience du 22 janvier.

La cour des pairs a rendu aujourd'hui son arrêt concernant les accusés du procès d'avril, de la catégorie de Paris. Beaumont et de Kersausie ont été condamnés à la déportation; Grevat et Peuvost à dix ans de détention, et à rester toute leur vie sous la surveillance de la haute police; Soriac, Bastien et Roger à cinq années d'emprisonnement et cinq ans de surveillance; Varé et Caluzac à trois ans de prison; Delayen, Billon, Delacquois et Buzelin à une année.

La cour s'est ajournée à demain, samedi midi, pour continuer ses délibérations dans la chambre du conseil, et statuer sur le sort de vingt-neuf accusés contumaces.

L'audience publique est renvoyée à trois heures.

Audience du 23 janvier.

A trois heures, les portes ont été ouvertes au public. Toutes les tribunes restent désertes. La cour entre en audience.

Tous les membres sont présents.

M. le président donne lecture d'un arrêt par lequel la cour, statuant sur le réquisitoire déposé par M. le procureur-général du Roi, sur le bureau de M. le président, dans l'audience d'hier 22 janvier, et concernant les accusés contumaces ci-après dénommés, savoir: Cavaignac, Marrast, Imbert, Berrier-Fontaine, J.-J. Vignerte, N. Lebon, Guinard, Delente, de Ludre, Mathé, Herbert, Chilman, Pornin, Rosières, Poirotte, Le Normand, Landolphe, Yvon, Aubert, Tassin, Fournier, Pichonnier, Lally de la Neuville, Guibout, Souillard, Guérault, Fonet, Granger, Villain et Boura. La cour, faisant droit audit réquisitoire, attendu que les charges ne paraissent pas suffisantes contre les nommes Lally de la Neuville et Guibout, de s'être rendus coupables, des faits qui leur sont reprochés, les déclare acquittés de l'accusation portée contre eux;

Mais attendu que les faits reprochés aux autres accusés sont constants, la cour condamne Cavaignac, A. Marrast, Berrier-Fontaine, J.-J. Vignerte, N. Lebon, Guinard, Delente et de Ludre, à la peine de la déportation; Mathé, Pichonnier, Guérault, Souillard, Le Normand, Landolphe, Yvon et Aubert, à dix années de détention; Fonet, Granger, Villain et Boura en quinze années de détention; Herbert, Chilman, Gornin, Rosières, Poirotte, Tassin et Fournier, à cinq ans de la même peine, et les condamne à la détention, sous la surveillance de la haute police pendant toute la vie. La cour les condamne en outre tous solidairement aux frais du procès.

VENTE VOLONTAIRE

Et aux enchères publiques d'immeubles situés à Bastia, savoir :

1° Un étage de maison, composé de six pièces,

une alcôve et deux cabinets, ayant, au dessus, une grande cuisine, différentes pièces de décharge, deux terrasses et droit d'exhaussement, ayant au dessous une bonne cave avec un emplacement pour le débit du vin; ayant à côté, un verger, à l'extrémité duquel est une petite écurie. Le tout tient, du côté du Nord, à la grande rue, et du côté du midi, à la rue S. Ange. Le dit étage est au troisième en y entrant par la grande rue, et au premier en y entrant par le verger.

Mise à prix fr. 12,000

2° Une boutique dans la grande rue et au dessous dudit étage.

Mise à prix 1,500

3° Autre boutique dans la grande rue, à droite en entrant dans la maison Videau.

Mise à prix 2,400

4° Autre boutique dans la rue des Jésuites, à droite en montant l'escalier qui conduit à la Misericorde.

Mise à prix 2,400

5° Autre boutique à côté de la précédente

Mise à prix 2,400

6° Autre boutique aux Terrasses, à l'angle des rues Napoléon et St Jean

Mise à prix 4,000

7° Un petit étage de maison, au dessus de cette boutique, composé de trois pièces, un galetas et une terrasse, avec droit d'exhaussement

Mise à prix 4,000

8° Deux boutiques contigües, sous le Café du Théâtre, à l'angle de la rue du Théâtre et de la rue Neuve

Mise à prix 7,200

9° Autre boutique à la Marine, à droit en montant l'escalier St Jean

Mise à prix 2,500

10° Autre boutique à la Marine, maintenant louée au Sieur Cardella

Mise à prix 2,600

11° La moitié d'un magasin et de deux petits étages de maison au dessous, au nouveau marché, le tout loué maintenant au Sieur Zulezzi

Mise à prix de ladite moitié 2,000

12° Une boutique et une chambre au dessous, sur le Cours, en face de la rampe S. Charles

Mise à prix 2,000

TOTAL... 45,000

La vente aura lieu par lots séparés.

Le jour et le lieu des enchères seront indiqués ultérieurement.

On vendrait cependant le tout de gré à gré pour la somme de 48,000

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à M^r Guasco, Antoine-Joseph, notaire royal à Bastia.

OUVRAGES MIS EN VENTE

Qui se trouvent chez les FRÈRES FABIANI à Bastia.

OUVRAGES COMPLÈTES

DE
J. RACINE,

AVEC SON ÉLOGE PAR LA HARPE.

6 Vol. in 8° — Prix 18 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE
DE LA CORSE

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS 1835, AVEC

UNE INTRODUCTION

Contenant un aperçu topographique et statistique du pays, Le précis de son histoire naturelle Et une notice bibliographique des principaux auteurs qui en ont parlé

OUVRAGE ENRICH

D'UNE CARTE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÎLE ET D'UN GRAND NOMBRE DE DOCUMENTS INÉDITS,

Par J.-M. JACOBI, AVOCAT,

Auteur de divers ouvrages sur la politique, l'économie sociale, La statistique etc.

3 vol. in-8°

Prix du 1^{er} et 2^e vol. publiés fr. 12. Le 3^e volume paraîtra incessamment.

OEUVRES COMPLÈTES

DE

J. J. ROUSSEAU.

25 Vol. 8°. Prix 75 fr

OEUVRES COMPLÈTES

DE

MONTESQUIEU,

MISES EN ORDRE PAR M. L. THIESSÉ.

6 Vol. in 8° — Prix 18.

Dépôt général des Fermiers de

PASTILLES de VICHY. 2 fr. la boîte, 1 fr. 1/2 la 1/2 boîte dans les dépôts

Ces Pastilles, recommandées par les médecins, divisent les glaires, neutralisent les aigreurs de l'estomac, excitent l'appétit et facilitent la digestion. Leur efficacité est aussi reconnue contre la gravelle et les affections calculieuses. (Une instruction est dans chaque boîte.) — AVIS ESSENTIEL. Les Pastilles marquées du mot Vichy, ne se délivrent qu'en boîtes, avec le cachet de l'établissement et la signature des fermiers.

Dépôt à Bastia chez M. Serpentin.

SIROP JOHNSON BRÛVETÉ.

Seul remède efficace contre les maladies nerveuses ou inflammatoires du cœur, les toux catarrhales, l'asthme, et les chumes; il guérit en dissipant les douleurs de poitrine, en rendant l'expectoration plus facile, il agit en régularisant l'action du sang et en poussant les glaires par les urines.

Dépôts: Bonifacio, Castelli; Corte, De-Nobili; Ile Rousse, Guiliardi.

Le Gérant-propriétaire, C. FABIANI.

Bastia. De l'imprimerie de CÉSAR FABIANI.

MERCREDI 20 FÉVRIER 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.

TROISIÈME ANNÉE, N° 65.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL,

A PARIS

A l'Édition correspondance de L'ÉCLAIR

et C^{ie}, rue N. Dame des Victoires N° 18.

A l'Édition correspondance de L'ÉCLAIR

et C^{ie}, place de la Bourse, N° 14, à la Cour

royale, librairie de J. F. PÉLAGIE et C^{ie}, rue

Bourbon Villeneuve N° 45, ou l'on reçoit

l'abonnement par L. THIAISSEYRAN.

On peut aussi s'abonner chez les

libraires et chez les marchands de

livres, dans toutes les villes de France.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.

Le prix de l'abonnement est de 12 fr.

pour six mois, et de 24 fr. pour

un an, en avance.

Le port en plus est de 1 fr. par

an, et de 2 fr. par an pour l'étran-

ger.

Les abonnements partent du 1^{er}

janvier.

On peut aussi s'abonner par

mandat postal.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE

Dans un précédent article nous avons essayé de démontrer que l'exploitation des forêts royales est bien loin d'être aussi coûteuse qu'on le prétend; nous l'avons parcouru et démontré, par la puissance maritime de la France y gagnant autant que la prospérité matérielle du pays. Soit, dit-on, que les forêts soient susceptibles de fournir des bois de construction à nos chantiers, sont trop éloignées du littoral, et que dès lors les frais de transport seraient énormes. La réponse à cette objection a été déjà faite par des ingénieurs chargés par le gouvernement de présenter des plans et des projets. La forêt de Roissy leur paraissait surtout d'une exploitation facile. Située dans la partie orientale de l'île, elle est également remarquable par le nombre des arbres, leur qualité et leur circonférence; plus de 2,000 ont une hauteur de 150 pieds, sans compter 4,000 arbres propres encore à des bordages de 36 pieds de longueur sur 20 pouces de largeur. Les beaux arbres de chênes blancs qui couronnent la sommité de la montagne ne seraient pas non plus à dédaigner; en un mot on y trouverait tout ce qu'il faut d'éléments essentiels aux constructions maritimes. Cela est si vrai qu'un plan d'exploitation avait été arrêté, et que MM. Leroy et Molinar vinrent expressément en Corse pour commencer les travaux nécessaires; malheureusement pour nous, les événements politiques firent ajourner l'exécution de ce plan; depuis lors on ne songea plus aux avantages réels que l'on pouvait tirer de cette superbe forêt. Ce ne fut qu'en 1821 que l'attention du conseil d'administration se porta de nouveau sur un projet qui fut tout à tour repris et abandonné. Mais la route d'exploitation, qui devait partir de la forêt, passer au-dessus de Vezzani, et aboutir dans le Tavignanu, à l'endroit où cette rivière se jette un chemin au

travers de la plaine et devient flottable, entraînait, disait-on, une dépense de 800,000 fr., et il n'en fallut pas davantage pour déterminer le gouvernement à renoncer à cette entreprise. Il est évident que cette dépense a été portée à un taux fort élevé. Quel est le motif de cette exagération effrayante? est-ce pour dégouter le gouvernement? est-ce pour se ménager des bénéfices éventuels dans la direction des travaux? Nous nous bornerons sur ce point à ces simples conjectures. Il est de fait cependant que l'ouverture d'un chemin bien tracé, ne présenterait pas des obstacles tels à occasionner une dépense aussi forte. Dans tous les cas, nous ne tarderions pas à être largement indemnisés des avances du trésor. D'un autre côté, des compagnies de commerce viendraient consacrer d'immenses capitaux à l'exportation des bois de chênes, des pins larix et des planches. Une seule difficulté les arrête, c'est le défaut de voies de communications avec la mer. Il serait de l'intérêt bien entendu du gouvernement, de s'occuper d'une manière sérieuse du tracé et de l'achèvement des routes dont la nécessité se fait sentir plus que jamais. C'est en facilitant ainsi l'exploitation des forêts, qu'on parviendrait à les rendre profitables à l'état. On nous assure que des capitalistes sont dans l'intention de se livrer à ce genre de commerce. C'est une heureuse idée, et nous les en félicitons. Qu'ils ne se laissent point effrayer par les relations infidèles de ces pitoyables folliculaires, ou de ces voyageurs légers et malveillants qui ne craignent point d'avancer que la sécurité, ce premier élément de toute entreprise industrielle leur manque complètement. Il est faux que les établissements des entrepreneurs aient été dévastés par des bandes de paysans armés. Ce vandalisme n'est plus ni de notre époque ni de nos mœurs; qu'on en juge par ce qui se passe partout où l'on se livre au commerce de la potasse. Quel est l'indus-

triel étranger qui ait eu à se plaindre de la conduite des habitants? Ne sommes-nous pas tous intéressés à faire respecter les étrangers, à protéger leurs ouvrages, à repousser et flétrir quiconque essaierait d'y porter atteinte? Nous verrions avec plaisir l'extension de ce commerce. La confiance des étrangers nous honore, et nous sommes jaloux de prouver par notre sympathie et notre empressement à les recevoir, combien sont absurdes les reproches qu'on adresse aux habitants de l'intérieur, comme si l'accusation de porter le fer et le feu au sein de ces foyers industriels et au centre de ces exploitations, n'était dénuée de tout fondement. Les calomnies n'ont plus de cours, et ceux qui s'aviseraient de les reproduire encore, n'exciteraient plus d'autres sentiments, que le mépris. Si le ministère de la marine ne veut pas entreprendre lui-même l'exploitation des forêts royales, qu'il cherche du moins à favoriser la vente des arbres et que d'accord avec l'administration forestière, on fasse en sorte d'appeler en Corse les capitalistes du continent, dont les spéculations se tourneraient alors de ce côté. Nous insistons toutefois pour que l'administration attache aux forêts royales toute l'importance qu'elles méritent. C'est l'intérêt et la puissance de notre marine militaire qui nous préoccupent par dessus tout.

Et qu'on ne dise pas, que le transport des bois serait trop coûteux. La faute en serait dans tous les cas à l'administration de la marine, qui n'a jamais poussé ces plans d'exploitation au delà de quelques timides essais. Ne l'a-t-on pas vu suspendre le matin les travaux commencés la veille? Quand on voyait les ingénieurs sonder et mesurer avec un grand appareil le terrain et les distances qui séparent les forêts du rivage de la mer, on devait s'attendre au développement successif d'un plan arrêté, à des coupes réglées, et enfin à la mise en valeur d'une partie des forêts.

royales. Decus dans leurs espérances, les Corses déplorent amèrement le défaut d'unité et de persévérance qui a fait échouer jusqu'ici tous les systèmes d'amélioration qu'on a essayé d'appliquer à ce département. C'est spécialement dans ses rapports avec la propriété forestière de l'état que l'insouciance du conseil d'amirauté frappe tous les étrangers qu'amène dans nos montagnes le désir d'étudier les productions si variées de notre sol. A la vue des ports commodes et des anses spacieuses de nos côtes ils ne conçoivent pas que le transport des arbres de mature, décourage les ingénieurs et absorbe une grande partie du budget de la marine. N'est-il pas évident pour tout le monde, que l'on exagère à dessin les frais d'exploitation? C'est une erreur manifeste que de penser que la préférence donnée aux bois étrangers, soit justifiée par des considérations d'une sage économie. Nous ne reviendrons pas là dessus; nous croyons en avoir assez dit pour démontrer l'inexactitude des calculs sur lesquels cette fausse opinion repose. Nos députés l'ont déjà combattue du haut de la tribune. Leurs discours sont dans le *Moniteur*; et si le gouvernement tient à s'éclaircir sur cette matière, il trouvera là des aperçus lumineux et des notions précieuses sur tout ce qui concerne les forêts royales de la Corse. — Est-il parmi nous des personnes qui savent, s'écriait à son tour M. Rélier-Dumas, qu'il y a par exemple dans cette île 54 forêts royales, qui mises en coupe réglée (je ne sais pas si je me sers du terme propre) pourraient fournir à tous les besoins de notre marine marchande et militaire?

Je sais que messieurs de la marine de Toulon me diront, nous reconnaissons que les melèses de la Corse sont les plus beaux de l'Europe, mais ces bois nous reviennent très chers, une fois rendus à Toulon.

Je n'ai qu'une réponse à faire à cette objection, qui n'en est pas une pour moi qui connais le pays et qui l'ai parcouru dans tous les sens, je dis que du jour où vous aurez dépensé je ne dis pas 400,000 fr. mais seulement 50,000 fr. à deux routes pour conduire les bois de la forêt sur le littoral, ces bois nous reviendront à meilleur compte que ceux que vous allez chercher en Norvège et en Russie. (Séance du 2 Juin 1835.)

En signalant ainsi l'importance des forêts royales nous croyons avoir rempli un devoir. C'est au gouvernement à faire le bien en fixant son attention sur cette question d'économie politique.

Un incendie a éclaté, dimanche dernier, à sept heures et demie du soir, à l'étage supérieur de la maison de M. Ange Mattei, aux Capannelles. Les principales autorités militaires, ayant à leur tête M. le Lieutenant-général s'y sont immédia-

tement transportés. A leur arrivée une partie du toit, des mansardes et du troisième étage avait déjà été dévorée par les flammes; l'incendie faisait de rapides progrès et menaçait de réduire en cendres toute cette grande maison. On a fait venir de l'arsenal la pompe de l'artillerie, et à onze heures on était parvenu à se rendre entièrement maîtres du feu. Nous ne saurions donner trop d'éloges au zèle et au dévouement, dont la garnison et plusieurs habitants de la ville ont fait preuve dans cette circonstance. Nous regrettons seulement de n'y avoir remarqué d'autres employés civils que M. Santelli, commissaire de police, et M. Sisco architecte de la municipalité.

Le port de Bastia a été exposé, le 4 de ce mois, à un de ces orages, qui en rendent le séjour si dangereux quand le vent se soulève avec quelque violence. On se rappelle toujours avec effroi ceux de 1794 et de 1804, où peu de navires parvinrent à se sauver. Nous avons vu le moment où les mêmes dangers allaient se renouveler. Le bateau à vapeur *Le Lionne*, appartenant à l'entreprise Gerard de Toulon, avait déjà cassé les amarres et allait infailliblement périr sans le secours que nos braves marins se sont à l'envi empressés de lui apporter. Cet acte de dévouement est d'autant plus méritoire que nul n'ignore les dommages causés à notre marine marchande par l'établissement des bateaux à vapeur. Les armateurs de ces bateaux en ont été tellement touchés, qu'ils nous ont priés de manifester leur reconnaissance à tout le corps des marins par la voie de notre journal.

PARIS.

On a des nouvelles de New-York par voie de Liverpool jusqu'au 17 janvier.

La somme totale des sinistres ne paraît pas devoir s'élever à moins de quatre-vingts millions de francs; mais les compagnies d'assurance qui se sont trouvées avoir plus de ressources qu'on ne l'avait imaginé d'abord, en couvrant la majeure partie. Les avances faites par la banque des États-Unis, par les banques locales, les secours de la ville de New-York et du gouvernement fédéral, achèveront de mettre le commerce à l'abri des faillites. La hausse considérable qu'éprouvent les marchandises devenues plus rares par la destruction des magasins et dépôts, commence déjà à compenser les pertes des négociants. Il n'y aura de ruines que les actionnaires des compagnies d'assurances qui n'avaient pas eu la prudence de constituer un fond de réserve suffisant, et qui s'étaient répartis en dividendes énormes la presque totalité de leurs bénéfices.

La *Gazette Piémontaise* publie la nouvelle officielle de l'heureux accouchement de la reine

de Naples qui a donné le jour à un fils, lequel, entre autres noms, ceux de François d'Assises et Emmanuel.

On lit dans le *Standard*:

Nous avons reçu les journaux de New-York. Ils nous apprennent que la guerre civile dévorerait toutes les parties du Mexique et que le général Mejia a pris Tampico, événement qui, nous dis-ent, a produit une grande sensation dans les villes du Mexique et de Vera-Cruz.

Le *Morning-Chronicle* publie le tableau suivant des forces navales que les différentes puissances ont en ce moment dans les diverses stations du Levant:

- La France a 1 vaisseau de ligne, 1 frégate, 7 plus petits bâtiments; en tout 9.
- L'Angleterre, 5 vaisseaux, 5 frégates; 7 plus petits navires; en tout 17.
- La Russie aura bientôt 6 vaisseaux, 4 frégates, 2 plus petits bâtiments; en tout 12.
- L'Autriche, 1 vaisseau, 5 frégates, 6 plus petits navires; en tout 12.
- L'Egypte, 6 vaisseaux, 4 frégates, 22 plus petits bâtiments; en tout 32.
- La Turquie, 1 vaisseau, 5 frégates, et 6 à Tripoli; en tout 12, et en vue de l'Albanie 16 autres bâtiments de diverses classes. Cela fait près de 100 vaisseaux de guerre, auxquels il faut ajouter une escadre sarde de 6 ou 7 frégates et corvettes.

Une correspondance de Saint-Petersbourg, du 7 courant, porte que l'empereur Nicolas a résolu d'accorder la main de sa fille aînée, la princesse Olga, au jeune roi de la Grèce.

(*Morning-Herald*).

On annonce que le roi de Suède, Charles-Jean (Bernadotte), dont la santé est fort affaiblie, veut abdiquer en faveur de son fils et venir ensuite en France recouvrer ses forces épuisées. Il aurait un but politique en abdiquant; ce serait d'assurer la couronne à son fils, en convoquant une diète spéciale pour introduire le nouveau souverain.

On lit ce qui suit dans le *National* Genevois:

Nous apprenons par un de nos correspondants de Chambéry, en date du 13 janvier, qu'un des neveux du feu brave général Dessaix, gémit depuis quelques jours dans les prisons de cette ville, d'où il doit être, à ce qu'on assure, conduit bientôt dans la forteresse de Fenestrelles.

Ce jeune homme, dont le père est jugé à Thonon s'était réfugié à Lyon pour se soustraire aux poursuites qu'il avait à redouter du gouvernement de Charles-Albert, comme ayant publié une brochure inspirée par des sentiments républicains, et à laquelle avait donné lieu la mort d'un citoyen inoffensif qu'un factionnaire a frappé d'un bal dans un des rues de Thonon.

Le jeune homme s'écriait, dont l'ouvrage est d'ailleurs sans importance, devait se croire en sûreté dans une ville française. Il a été bientôt cruellement désabusé. Sur la demande du gouvernement sarde, la police de Lyon l'a fait reconduire par la gendarmerie jusqu'à la frontière de Savoie, où des carabiniers se sont emparés de sa personne et l'ont traîné de brigade en brigade jusque dans les prisons royales de Chambéry.

Aujourd'hui, M. le ministre de l'instruction publique est venu apporter à la Chambre des Députés le projet de loi attendu sur l'instruction secondaire. La partie principale de ce projet est celle qui, conformément aux promesses de la Charte, établit la liberté d'enseignement et en détermine les conditions. Les autres dispositions de la loi ont pour objet l'organisation des collèges communaux.

On écrit de Rome, 19 janvier, que le cardinal Bernetti, depuis long-temps malade, est remplacé dans le département des affaires étrangères par le cardinal Lambruschini, qui a été pendant plusieurs années nonce du Pape auprès de la cour de France.

Les nouvelles d'Athènes vont jusqu'au 20. Le roi Louis a eu plusieurs conférences avec le comte Armanberg et M. Mieg, auxquelles ont assisté quelques Grecs. On croit qu'elles pourront bien avoir pour résultat l'octroi d'une Constitution au peuple grec. (*Mercur de Souabe*).

On fait de nouvelles réductions dans la division des trains. On croit à la dissolution prochaine des bataillons de Landwehr qui se trouvent encore dans l'armée. Le bruit court qu'un grand nombre d'officiers d'état-major et de généraux seront bientôt mis à la retraite.

(*Gazette d'Augsbourg*).

On dit aujourd'hui que le cardinal Bernetti a réitéré sa demande d'être dispensé des fonctions de secrétaire d'Etat; et que le Saint-Père, après l'avoir honoré d'une visite dans sa maladie, vient enfin d'accepter sa démission. On ignore le choix de son successeur; quelques uns nomment le cardinal Lambruschini, d'autres le cardinal Polidori.

Le gouvernement a publié une liste des domaines de l'Etat destinés à être vendus. On croit que la vente produira des sommes beaucoup plus considérables que d'évaluation, la concurrence des acheteurs étant très considérable.

On écrit de Rome qu'il n'est bruit dans la haute société italienne que d'un événement qui met surtout la ville de Naples en rumeur. Il s'agit d'un enlèvement et de l'enlèvement d'un prince. Au reste, le prince Charles (car ce n'est rien moins que le second prince de la famille royale des Deux-Siciles) s'est prêté fort complaisamment à cet attentat contre sa royale personne. La coupable est une jeune anglaise dont il était devenu

éprouvé amoureux depuis un mois. Les deux fugitifs ont passé à Rome le 16 janvier: le prince Charles était déguisé en courrier et en remplissant les fonctions devant la voiture de la future princesse; il se rendait à Genève avec elle, bien résolu à l'épouser.

Il vient de se former à Louviers une société anonyme pour l'établissement d'un chemin de fer entre cette ville et Elbeuf. Les souscriptions par action de 1,000 francs, se montent aujourd'hui à 3 millions 822,000 francs. Elbeuf a pris 1,827 actions; Louviers, 921; Rouen, 506, etc.

On se propose de présenter à la Chambre des Députés ce projet de chemin en fer vers le 2 ou le 4 du mois prochain.

Le *Moniteur* publie une ordonnance du 1^{er} janvier, relative à la formation d'un dépôt de recrutement et de réserve dans chaque chef-lieu de département.

On lit dans le *Journal de Paris*: DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Madrid, le 17 janvier 1836.

Bayonne, le 31 janvier.

Un décret de la Reine vient de dissoudre les Cortès, en vertu de l'art. 24 du Statut royal.

Le motif de cette mesure (la dissolution des Cortès) est le rejet, par la Chambre des Procureurs, de l'art. 34 du projet de loi électorale présenté par la majorité de la commission de cette Chambre.

Une dépêche, en date du même jour, dit qu'à Madrid on croit que MM. Istru et Galiano seront nommés ministres.

Des nouvelles officielles de Vittoria, du 23 janvier, portent que le général Cordova a cru devoir évacuer les positions d'Arlaban, dont il s'était emparé dans les combats du 17 et du 18. Les troupes ont repris leurs quartiers et leurs cantonnements dans la ville et les villages des environs. On a publié le rapport du général Evans sur les opérations de sa division pendant les journées du 17 et du 18. Ce général opérait sur la droite, dans la direction de Salvatierra; sa division n'a eu que des engagements de fusillade ou la supériorité du tir des Anglais a fait beaucoup de mal à l'ennemi. Au centre, qui est commandé par le général français Bensel, les carlistes ont surpris en plein jour un bataillon de la légion d'Alger, à la faveur du brouillard; ce bataillon, n'ayant pas même eu le temps de charger ses armes, a repoussé l'ennemi à la baïonnette.

Les carlistes ont fusillé à Onate six prisonniers de la division anglaise, après avoir fait préalablement baptiser deux d'entre eux qui étaient protestants. Une centaine de prisonniers Espagnols des deux partis ont été échangés à Vittoria, le 20.

On a reçu des lettres de Madrid qui contiennent des détails affligeants sur la manière dont a

dû exécutée l'expulsion des moines de leurs couvens.

Le 19, à deux heures du matin, les moines ont tous été arrachés des couvens de cette capitale sans égard pour l'âge ni pour les infirmités. Quelques uns de ces malheureux, rencontrés par une bande du parti dit *del Rayo* (de la foudre), ont été insultés et assommés à coups de bâton.

Travaux des Maires pendant le mois de février.

Séance des conseils municipaux. — C'est dans les premiers jours de février que doit s'ouvrir la première des quatre sessions ordinaires.

Travaux préparatoires des conseils municipaux, pour la session de mai. — Les maires des communes justiciables de la cour des comptes, doivent rappeler aux conseillers municipaux, que la session de mai est consacrée à la comptabilité communale et au vote du budget de 1837, et que MM. les conseillers doivent s'occuper d'avance des éléments qui composeront ce budget.

Vérification des comptes communaux. — Le conseil municipal vérifie dans cette session les comptes communaux arrêtés par le maire au 31 décembre précédent.

Prestations pour la réparation et l'entretien des chemins communaux. — Le rôle de ces prestations doit être régularisé au commencement de cette année. Si le produit des prestations ne devait pas suffire, le conseil municipal pourrait voter en s'adjoignant un nombre des plus imposés égal à celui de ses membres, jusqu'à cinq centimes additionnels aux contributions directes.

Liste des électeurs communaux. — Jusqu'au 8 février, les réclamations sur les inscriptions nouvelles, et sur les radiations, doivent être accueillies: le maire statue dans les huit jours, jusqu'au 15 février; après le 8 février, les réclamations sont adressées au préfet, en conseil de préfecture.

Echenillage des arbres. — La loi du 26 ventôse an 4, sur cette matière, doit être publiée le 20 janvier; de ce jour au 1^{er} février, le maire fait afficher un règlement sur ce même objet. Dans la première quinzaine de février, le garde champêtre en surveille l'exécution, et après ce délai il dresse des procès-verbaux contre les contrevenants.

Vaccins, tableau annuel. — Le tableau des vaccinations pratiquées dans l'année précédente, doit être envoyé par les maires aux préfets, dans le courant de janvier; ceux qui n'auraient pas effectué cet envoi se hâteront de le faire au mois de février.

Tables alphabétiques annuelles. — Le délai pour l'envoi de ces tables expire au 31 mars.

— On évalue la population totale du globe de 6 à 800 millions d'habitants. Le chiffre de la population par mille carré géographique, est en France 64, en Asie 27, en Afrique 10, en Amérique 3, dans l'Océanie 1. La population la plus nombreuse et la plus agglomérée que présente le globe est celle de Hambourg, qui forme une masse de 1,302 individus par mille carré. A Brême, elle est de 980; de 783 à Francfort, de 523 à Lubeck, de 464 à Lucques (Italie), de 392 en Belgique, de 314 en Saxe, de 277 en Hollande, de 256 en Angleterre, de 236 en Sicile, de 208 en France, de 165 en Autriche, de 156 en Prusse, de 121 en Portugal, de 119 en Danemark, de 101 en Espagne, de 63 en Turquie, de 51 en Grèce, en enfin de 37 en Russie. En Asie, quelques états renferment une population de 200 à 500 individus par mille carré. Au Japon, on en compte 139; en Chine 42; dans le royaume de Siam 57; dans l'Inde anglaise 185; en Afrique, dans l'empire du Maroc 46; à Tunis 45. En Amérique, Haiti possède 36 habitants par mille carré; l'Amérique centrale 13, le Chili 20, les États-Unis 7 et 1/2, le Mexique 6.

ANNONCES ET AVIS.

FORÊTS ROYALES DE LA CORSE.

ADJUDICATION.

En exécution de la décision du ministre des finances, du 30 novembre 1835, et à la diligence du conservateur des forêts du 3^e arrondissement, il sera procédé, dans le lieu ordinaire des adjudications publiques, à Ajaccio, le 1^{er} mars 1836, à midi précis, et jours suivants, s'il y a lieu, par devant M. le préfet ou son délégué, en présence de M. le receveur général, du directeur et du receveur des domaines, à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction des feux, et en un seul lot des coupes de bois ci après désignées, aux charges clauses et conditions dont on pourra prendre connaissance au secrétariat du lieu de la vente, et chez le conservateur des forêts et le directeur des domaines. Savoir :

1^o De 81,000 arbres résineux, dont 24,000 pins et sapins à prendre dans les forêts d'Aitone, 30,000 pins laricio dans celle de Valdeniello, 9,000 pins laricio et maritimes dans celle de Trestore et Libio, et 18,000 pins laricio dans celle de Vizzavona, tous d'un à quatre mètres de circonférence et au-dessus, mesurés à un mètre de terre;

2^o De 4 à 5,000 hêtres au moins; à prendre dans les mêmes forêts.

Il est accordé une période de dix ans pour l'exploitation et la vidange de ces arbres, sans à réduire ce nombre d'années, si l'adjudicataire en fait la demande.

Les amateurs qui voudront concourir à l'adjudication, fourniront à l'avance, un cautionnement de 50,000 francs; à la caisse des dépôts et consignations. Il sera justifié du versement dudit cautionnement au président de la vente, à l'ouverture de la séance d'adjudication.

Le prix de la vente sera payé à la caisse du receveur-général des finances à Ajaccio, par dixième, chaque année, si l'exploitation dure dix ans, et par traites, d'après le mode déterminé par le cahier des charges.

L'adjudicataire pourra obtenir l'autorisation d'établir des scieries et des fours à goudron, et de fabriquer de la potasse, le tout aux clauses et conditions arrêtées par le cahier des charges, dont il sera déposé des exemplaires aux chefs-lieux des

départements de la Seine, de Saône et Loire, du Rhône, de l'Isère, de la Drôme, du Gard, du Vaucluse, du Var, des Bouches-du-Rhône; de l'Hérault et de la Haute-Garonne, et chez les agents forestiers de ces départements.

Paris, 16 décembre 1835.
Le directeur de l'administration des forêts,
MARCOTTE.

VENTE VOLONTAIRE

Et aux enchères publiques d'immeubles situés à Bastia, savoir :

1^o Un étage de maison; composé de six pièces, une alcove et deux cabinets, ayant au dessus, une grande cuisine, différentes pièces de décharge, deux terrasses et droit d'exhaussement, ayant au dessous une bonne cave avec un emplacement pour le débit du vin; ayant à côté, un verger, à l'extrémité duquel est une petite écurie. Le tout tient, du côté du Nord, à la grande rue, et du côté du midi, à la rue S. Ange. Le dit étage est au troisième en y entrant par la grande rue, et au premier en y entrant par le verger.

Mise à prix fr. 12,000
2^o Une boutique dans la grande rue et au dessous dudit étage.

Mise à prix 1,500

3^o Autre boutique dans la grande rue, à droite en entrant dans la maison Vidéau.

Mise à prix 2,400

4^o Autre boutique dans la rue des Jésuites, à droite en montant l'escalier qui conduit à la Misericorde.

Mise à prix 2,400

5^o Autre boutique à côté de la précédente.

Mise à prix 2,400

6^o Autre boutique aux Terrasses, à l'angle des rues Napoléon et St Jean.

Mise à prix 4,000

7^o Un petit étage de maison, au dessus de cette boutique, composé de trois pièces, un galetas et une terrasse, avec droit d'exhaussement.

Mise à prix 4,000

8^o Deux boutiques contigües, sous le Café du Théâtre, à l'angle de la rue du Théâtre et de la rue Neuve.

Mise à prix 7,200

9^o Autre boutique à la Marine, à droit en montant l'escalier St Jean.

Mise à prix 2,500

10^o Autre boutique à la Marine, maintenant louée au Sieur Cardella, débitant de liqueurs.

Mise à prix 2,600

11^o La moitié d'un magasin et de deux petits étages de maison au dessus, au nouveau marché, le tout loué maintenant au Sieur Zulezzi.

Mise à prix de ladite moitié 2,000

12^o Une boutique et une chambre au dessus, sur le Cours, en face de la rampe S. Charles.

Mise à prix 2,000

TOTAL... 45,000

La vente aura lieu par lots séparés. Le jour et le lieu des enchères seront indiqués ultérieurement.

On vendrait cependant le tout de gré à gré pour la somme de 48,000.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à M^r Guasco, Antoine-Joseph, notaire royal à Bastia.

OUVRAGES MIS EN VENTE

Qui se trouvent chez les FRÈRES FARIANT à Bastia.

OEUVRES COMPLETES

DE

J. RACINE.

AVEC SON ÉLOGE PAR LA HARPE.

6 Vol. in 8^o — Prix 18 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA CORSE

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS 1835.

AVEC

UNE INTRODUCTION

Contenant un aperçu topographique et statistique de pays, Le précis de son histoire naturelle Et une notice bibliographique des principaux auteurs qui ont traité

OUVRAGE ENRICHIE

D'UNE CARTE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÎLE ET D'UN GRAND NOMBRE DE DOCUMENTS INÉDITS.

Par J-M-JACOBI, AVOCAT.

Auteur de divers ouvrages sur la politique, l'économie sociale, La statistique etc.

3 vol. in-8^oPrix du 1^{er} et 2^e vol. publiés fr. 12. Le 3^e volume paraîtra incessamment.

OEUVRES COMPLETES

DE

MONTESQUIEU.

MISES EN ORDRE PAR M. L. THIESSE.

6 Vol. in 8^o — Prix 18 fr.

Dépôt général des Fermiers de

PASTILLES de VICHY.

Ces Pastilles, recommandées par les médecins, divisent les glaires, neutralisent les acides, excitent l'estomac, excitent l'appétit et facilitent la digestion. Leur efficacité est aussi reconnue contre la gravelle et les affections calculeuses. (Une instruction est dans chaque boîte — A VIS ESSENTIEL.)

Les Pastilles marquées du mot Vichy, ne se délivrent qu'en boîtes, avec le cachet de l'établissement et la signature des fermiers.

Dépôt à Bastia chez M. Serpentin.

SINCE JOHNSON BREVETÉ.

Seul remède efficace contre les maladies nerveuses ou inflammatoires du cœur, les toux catarrhales, l'asthme, et les chumes; il guérit en dissipant les douleurs de poitrine, et rendant l'expectoration plus facile, il agit en régularisant l'action du sang et en poussant les glaires par les urines.

Dépôts: Bonifacio, Castelli, Corte, De-Nobili, Ile Rousse, Guiliardi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'imprimerie de CÉSAR FARIANT.

MERCREDI 17 FÉVRIER 1836.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Éditeur-correspondant de LEPÉLLETIER et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 18.
A la Librairie correspondante de P. JOSTIN et C^{ie} Place de la Bourse, N° 21 à la correspondance de J. F. PEYRIER et C^{ie} rue Beaubien Voltaire N° 45, et l'adresse les deux adresses pour L. INSOLAIRE FRANÇAIS.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

CORSE.

Depuis quelque temps, les tribunaux correctionnels sont occupés, sans relâche, du jugement des affaires relatives au port et à la détention des armes prohibées ou de guerre. En attendant prononcer tant de condamnations, on ne peut s'empêcher de déplorer l'opiniâtreté des personnes qui s'y exposent si inconsidérément. Ceux là, aussi sont bien coupables qui ayant de l'influence sur les jeunes gens, ne l'emploient pas pour leur faire sentir de combien de dangers on est entouré, lorsqu'on prend l'habitude de marcher armé! Nous n'hésitons pas à signaler à l'administration publique les pères de famille qui négligent de surveiller sur ce point l'éducation de leurs enfants; sans faire peser une semblable responsabilité sur les curés et les desservants qui ont de l'ascendant sur la classe des laborieux, nous dirons pourtant qu'ils devraient exercer cet ascendant pour inspirer l'horreur de ces instruments de crime. C'est une mission d'humanité à laquelle le clergé est honorablement appelé. Par son contact immédiat avec le peuple, le prêtre a été et doit continuer à être le premier apôtre d'une paisible civilisation. Tandis que l'autorité militaire poursuit, et que les juges répriment, l'autorité ecclésiastique doit préparer l'opinion qui prévient et rend efficaces les poursuites et les condamnations. Quelles plus belles leçons de morale, le prêtre peut-il donner de l'autel ou de la chaire, qu'un enseignement fondé sur des punitions qui entraînent la perte de la fortune, et souvent de la vie et de l'honneur! Pour en revenir au sujet de cet article, nous apprendrons enfin que les magistrats chargés des poursuites, ont déjà dans quelques arrondissements adopté la mesure de l'arrestation préventive contre les porteurs d'armes prohibées,

et qu'il y a lieu de croire que cette mesure deviendra générale.

L'Instruction primaire est un des premiers besoins du pays; tout le monde le reconnaît. Une loi depuis long-temps attendue a commencé à faire quelque chose pour les Instituteurs. Cette loi assure un traitement fixe de 200 fr. et une indemnité de logement à tout Instituteur primaire.

Comment se fait-il que ces pauvres Instituteurs ne soient pas encore payés aujourd'hui du second semestre de 1835 et que presque aucun ne reçoive d'indemnité de logement? Le budget de chaque commune (pourvue ou non pourvue d'Instituteur) annonce pourtant qu'ils auront 300 fr! Le maire délivre bien le mandat, le recteur y appose son visa mais le receveur-municipal refuse de payer parcequ'il n'a pas reçu l'ordre ou les fonds; c'est en vain que le pauvre Instituteur réclame, il n'a que la seule consolation de s'entendre dire par son chef: « cette partie du service ne me regarde point, j'ai fait tout mon possible pour hâter l'envoi des fonds, mais la lenteur apportée dans les bureaux de la préfecture est seule cause de ces retards. » Prenez patience pauvres Instituteurs, les gros traitements seront payés à l'échéance, mais les vôtres.... M. le Préfet n'a pas le temps d'y songer, de minimis non curat prator.

Durant plusieurs années le département s'est épuisé à acheter et à entretenir à grands frais la pépinière d'Ajaccio, dont le but principal devait être la propagation de la culture du mûrier. On n'a pas oublié les grandes promesses et les grands mots, dont, à chaque session du conseil général, M. le préfet ornait ses discours pour obtenir des nouvelles allocations. On pourrait croire qu'après tant de

travaux et de dépenses, c'est la chose la plus facile du monde que de se procurer des plants de mûrier, et qu'il n'y a qu'à demander pour obtenir. Eh bien! nous affirmons de la manière la plus formelle que les nombreuses demandes ont été adressées cette année à l'administration par des propriétaires de l'arrondissement de Bastia, et que non seulement on ne leur a pas envoyé des mûriers, mais que leurs demandes ont été laissées sans réponse. Comme nous ne voulons rien avancer que nous ne soyons en état de prouver, nous citerons les noms de quelques uns de ces propriétaires, MM. Casale, président de chambre, Stefanini, conseiller, Buttafoco contrôleur des contributions, Estela juge de paix, Maxime Morati, fils de M. le sous-préfet de Bastia, tous membres du conseil général et assez connus de M. le préfet. Ceux, qui ont voulu faire quelques plantations ont été obligés de recourir à l'étranger et de faire venir leurs plants d'Italie. C'est de Lucques que MM. Ajaccio et Griva ont tiré les mûriers, qui commencent à prospérer dans les propriétés qu'ils possèdent aux environs de Bastia. On sait cependant que cela revient très cher, et c'est ce qui avait engagé le conseil général à voter l'établissement d'une pépinière à Ajaccio, déterminé surtout par la magnifique prospectus de M. le préfet. On vient de voir quels en ont été jusqu'ici pour nous les résultats.

On lit dans le Journal de Paris du 6:
« Au sortir de la séance de la chambre des députés, tous les ministres se sont rendus aux Tuileries, où ils ont déposé leur démission entre les mains de sa majesté. »

« C'est avec une vive douleur que nous apprenons la retraite du ministère entier, quoiqu'une telle résolution ne nous surprenne aucunement. En présence d'une chambre qui, obéissant à un mouvement irrésistible et malgré les éloquentes paroles et les puissants arguments de M. le duc de

TROISIÈME ANNÉE

PRIX D'ABONNEMENT

POUR L'AN

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



Brogie, de M. Thiers, de M. Duchâtel et de M. Guizot, s'est refusée à comprendre tout ce qu'il y avait de politique dans la question du remboursement des rentes; le ministère n'avait pas un autre parti à prendre; l'hésitation même eût été un tort.

Nous l'en félicitons sincèrement. Il a fait noblement son devoir, et c'est encore un service qu'il a rendu à la monarchie constitutionnelle. Puisse ce bel exemple n'être pas perdu pour ses successeurs!

— On lit dans le *Messenger* du 9 février.

« On a tenu pour positif aujourd'hui à la Bourse que M. Dupin avait été enfin chargé de composer le cabinet; là-dessus on a donné la liste suivante :

« A la guerre, avec la présidence, M. le maréchal Géraud; à la marine, M. Duperré; à la justice, M. Dupin; à l'intérieur, M. Montalivet; aux finances, M. Passy, au commerce, M. Sauzet; à l'instruction publique, M. Villemain; aux affaires étrangères, M. Bresson, qui venait, disait-on, d'arriver de Berlin à Paris.

« Un peu plus tard, on a dit qu'en chargeant M. Dupin de composer le cabinet, le Roi s'était réservé les portefeuilles de l'intérieur et de l'extérieur pour des personnes de son choix; que M. Dupin n'y avait pas voulu consentir; et que, dans le cas où le Roi renoncerait à ses réserves, M. Dupin prendrait l'intérieur, que M. Sauzet aurait la justice, et M. Passy les finances.

« Mais, à la fin de la Bourse, on a apporté une liste complète où figuraient à l'intérieur M. de Montalivet, et aux affaires étrangères M. de Flahaut; le premier, intendant de la liste civile; le second, aide-du-camp du Roi; ce qui annonçait que M. Dupin aurait cédé aux conditions qui lui ont été faites. Nous donnons cette liste telle qu'elle nous a été communiquée, et sans pouvoir garantir autre chose si ce n'est qu'elle courait à la Bourse à quatre heures :

- A la justice, M. Dupin, avec la présidence;
- A la guerre, le maréchal Molitor;
- Aux finances, M. Gantier;
- A l'intérieur, M. de Montalivet;
- Aux affaires étrangères, M. de Flahaut;
- A la marine, M. Rosamel;
- Au commerce, M. Passy;
- A l'instruction publique, M. Villemain ou M. Sauzet.

Tous ces bruits n'ont aucune valeur pour le moment, et nous ne croyons pas nécessaire de relever dans ce récit du *Messenger* toutes les erreurs matérielles, dont la moindre est de donner à M. de Flahaut un titre qu'il n'a jamais eu, celui d'aide-de-camp de S. M.

Nous croyons savoir que les faits de la journée se bornent à ceci :

Ce matin dans leur entretien avec le Roi, M. Dupin, M. Passy et M. Sauzet ont accepté la mission de former un cabinet.

Ce soir rien n'était terminé.

(Journal des Débats.)

MÉDECINE.

Celui de nos médecins de Paris qui s'est occupé avec le plus de succès du traitement des maladies des organes génito-urinaires, M. le docteur DEBOUCHET, vient de publier la troisième édition de son *Traité des rétentions d'urine, et des rétrécissements de l'urètre*. (1) Cet ouvrage qui traite des maladies de la glande prostatée, du catarrhe et de la paralysie de la vessie; des accidents produits par les fausses routes, les néphroses et les fistules urinaires, de l'incontinence d'urine, de l'hématurie, des calculs et de la gravelle; des affections syphilitiques récentes ou anciennes et de leur traitement rationnel; passe aussi en revue toutes les méthodes de guérison qui ont été employées jusqu'à ce jour par les médecins dans le traitement de ces maladies graves et dangeuses, quand elles sont abandonnées à elles-mêmes.

Monsieur DEBOUCHET, nous fait connaître son traitement simple et méthodique dans toutes les périodes de ces affections si fréquentes et si variées, il appuie ses renseignements sur les nombreuses observations qu'il a été à même de faire dans une pratique de quinze années, vouée spécialement à l'étude et à la guérison de ces maladies. Les cures admirables et parfois réputées incurables opérées par cet habile médecin, démontrent la supériorité et l'excellence des moyens qu'il emploie. Cet ouvrage sera donc recherché avec empressement, non seulement par les hommes de l'art, mais encore par les nombreux malades qui sont atteints de ces diverses affections; ils y trouveront de sages conseils pour adoucir leurs souffrances, et des encouragements pour entreprendre une guérison devenue facile et peu douloureuse, grâce aux travaux et aux découvertes de ce praticien.

La *Revue Britannique* est sans contredit l'un des recueils qui met dans la circulation le plus grand nombre d'idées utiles. Pour ajouter encore à son mérite tous ses articles d'application vont être accompagnés de planches, de cartes et de plans, qui en rendront la lecture plus fructueuse et plus attachante. Enfin, des tables analytiques décennales, conçues sur un plan tout à fait neuf, vont être annexées à ce Recueil et réuniront en un seul faisceau les 120 livraisons qui le composent. La dernière livraison contient une élégante description de Londres par Théodore Hook; Elle est précédée d'une belle planche sur acier, dessinée par le major Yates, et gravée par Davenport. C'est un magnifique panorama de Londres réduit avec la plus grande précision.

(1) Ce nouveau traité qui est accompagné de planches représentant les instruments de l'auteur, se vend 5 fr. et 6 fr. par la poste. Se trouve chez l'éditeur, Germer-Baillière, libraire, rue de l'École-de-Médecine, n° 13 (bis), et chez l'auteur, M. DEBOUCHET, rue de Cabanis, n° 8, à Paris. (Revue française.)

PARIS.

— La chambre a reçu dans la séance du 1^{er} février la communication de deux projets de loi fort importants. En l'absence de M. Duchâtel retenu chez lui par indisposition, M. le ministre de l'instruction publique a lu le projet qui convertit en loi les ordonnances royales rendues dans le cours de l'année 1835, en matière de douanes. L'exposé des motifs de ce projet de loi a été déposé sur le bureau.

M. le ministre de l'instruction publique a passé immédiatement à la lecture de l'exposé des motifs de loi sur l'instruction secondaire. La chambre a fait le plus favorable accueil à la seule annonce de la loi. Pendant la lecture de l'exposé des motifs, la sympathie de l'assemblée pour les vues émises par M. Guizot, s'est manifestée à plusieurs reprises. Le projet de loi sur l'instruction secondaire est, en effet, l'une des plus grandes améliorations que la société actuelle soit disposée à recevoir. L'instruction secondaire fera pour la classe moyenne ce que la loi sur l'instruction primaire a si bien commencé pour la classe la moins favorisée de notre population.

— Les trois régiments de chasseurs d'Afrique (cavalerie) seront à l'avenir constamment tenus au complet de guerre. Ces corps se recrutent au moyen de contingents fournis par les régiments de cavalerie de ligne et de cavalerie légère stationnés en France. Les contingents seront composés d'hommes de bonne volonté, et, à défaut, de militaires liés au service autrement que par engagement volontaire.

— On vient d'augmenter la solde de nonactivité des membres du corps de l'intendance militaire. Cette mesure n'est applicable toutefois qu'à ceux de ces messieurs qui seront mis à l'avenir en non-activité; ceux qui s'y trouvent actuellement continuent d'être traités sur l'ancien pied.

— Les lettres de Madrid du 30 janvier n'annoncent pas encore la reconstitution du cabinet; mais on croyait qu'elle ne se ferait pas attendre. M. Mendizabal était auprès de la reine avec M. de Rayneval.

On parlait toujours de MM. Isturitz et Alcala Galiano. MM. Caballero, Lope et Carasco avaient été reçus par la reine dans la journée.

— L'administration du canal de Beaucaire vient de prendre un arrêté qui interdit l'entrée à tous bateaux ayant plus de 16 pieds 9 pouces de largeur, et à ceux ayant plus de 30 mètres de longueur.

— MM. Cavaignac et Marraat sont arrivés à Londres, où ils vont fonder une feuille française.

— Industrie. On parle, dit le *Messenger de Gand*, d'établir une correspondance souterraine entre les principales villes de Belgique et Paris, au moyen de tuyaux de fer semblables à ceux

dont on se sert pour le gaz. La correspondance serait renfermée dans un boulet creux, qui serait mu par la pression de l'air, au moyen de pompes pneumatiques. On obtiendrait ainsi des lettres de Paris en moins d'une heure. Les frais d'établissement sont évalués à un million cinq cent mille francs.

— L'engouement des Anglais pour la mémoire de Napoléon se fait jour de mille manières. On nous apprend que le très honorable Cutlar-Fergusson, membre de la chambre des communes, s'est rendu à Boulogne pour y acheter la maison que Napoléon occupait au moment où il menaça l'Angleterre d'une descente. M. Fergusson habite en ce moment cette maison avec sa famille.

— Une ordonnance royale prescrit la formation d'un dépôt de recrutement et de réserve au chef-lieu de chaque département. Les commandants de ces dépôts, qui seront un chef de bataillon, un chef d'escadron ou un major, seront chargés de suivre les conseils de recrutement dans leurs tournées et d'activer, par tous les moyens possibles, le départ des jeunes soldats, de constater l'existence et la position de tous les militaires en congé illimité, ou renvoyés par libération anticipée dans leurs foyers, en attendant leur libération. Aucun officier commandant un dépôt de recrutement et de réserve ne pourra être employé dans le département où il exerce ses droits politiques.

— Un agent de change a payé, dans l'année 1835, soixante-treize mille francs de droit de timbre. Comme cet agent n'a pu faire, d'après la loi, que des opérations de rentes contre argent il n'a rien dû perdre; alors il a gagné sept cent trente mille francs.

Le gouvernement est dirigé par sept ministres qui régissent les affaires extérieures et intérieures de l'état. Les chambres accordent 80,000 fr. à chaque ministre pour ses émoluments d'une année. 7 fois 80,000 francs, font 560,000 fr.

Ainsi, il résulte qu'un agent de change, en 1835, a gagné, par ses courtages, 170,000 fr. au-delà des émoluments réunis de tout le ministère.

— Le *Courrier Anglais* annonce l'invention récente d'un instrument nommé *axzyrete*, au moyen duquel, au grand désappointement des barbiers, chacun pourra se raser sans rasoir, sans savon et sans eau.

— On lit dans le *Nord*, journal de Lille, du 7 février :

« Un habitant de la commune de Wallers, le sieur Benoit D..., s'est suicidé le 3 de ce mois, vers neuf heures du soir, en se tirant un coup de fusil au cou. Avant de mourir, D... avait tracé les lignes suivantes :

« Ma chère épouse, je vais te débarrasser de ma personne, en me faisant sauter la cervelle

par un coup de fusil; tu pourras dire que tu es la cause de ma mort; mais j'espère que Dieu te pardonnera; pour moi je te pardonne de tout mon cœur, et j'espère que tu me pardonneras de tout ton cœur aussi; ma chère épouse, si tu viens à te marier, sois plus sensible à ton époux que tu l'as été pour moi. Adieu, ma chère épouse.

« Adieu, ma chère sœur, adieu mon cher frère, adieu tous mes parents. Je donne tout à M... »

— On instruit dans ce moment, devant l'un des conseils de guerre de Paris, une procédure contre plusieurs sous-officiers du 14^e régiment de ligne. Le sieur Pesquy, sergent-major, et sept autres sous-officiers du même régiment, sont accusés d'avoir fait partie d'une association secrète et d'un attentat à la sûreté de l'Etat, ayant pour but le renversement du gouvernement du Roi.

Ces jeunes gens sont à la prison militaire de l'Abbaye depuis près de deux mois; ils ont été tenus au secret pendant fort long-temps. Pesquy, signalé comme leur chef, a été l'objet d'une surveillance spéciale. Plus de quatre-vingts témoins ont déjà été entendus.

— Samedi, à l'audience, un amateur a fait passer à Fieschi un album sur lequel était le portrait, à la mine de plomb, de l'accusé, et on lui a demandé de mettre au bas ses observations. Fieschi a écrit dans son jargon : *Je me trouve bien laid*, et a signé. Avant la fin de la séance, on offrait à l'artiste-amateur vingt louis de son dessein, ou, si vous aimez mieux, de l'autographe de Fieschi.

— On lit dans le *Mémorial des Pyrénées* :

« On nous écrit du pays Basque :

« Une nouvelle rencontre vient d'avoir lieu dans la commune d'Anhaux, sur l'extrême frontière, entre les douaniers et les contrebandiers qui cherchaient à introduire en Espagne des porcs qu'on croyait destinés à l'approvisionnement des carlistes. Cette fois encore le sang a coulé; pendant qu'il luttait avec deux fraudeurs, un douanier a été atteint par un troisième, qui lui a tiré un coup de fusil à bout portant. Le douanier a été blessé grièvement à l'omoplate, on espère toutefois que sa blessure ne sera pas mortelle. Les contrebandiers ont abandonné un fusil sur le lieu de la scène, et une saisie de onze porcs, qui ont été vendus à vil prix, a été la suite de cet engagement. La justice s'est transportée à Anhaux afin d'informer, mais on ne pense pas qu'elle parvienne à rien découvrir. Les populations de la frontière sont muettes dès qu'il s'agit d'accuser des contrebandiers; et puis, lors même qu'on parviendrait à réunir contre un prévenu les preuves les plus accablantes, l'expérience n'a que trop démontré qu'on ne trouverait pas dans le département un jury qui voudrait le condamner.

« Quand donc le gouvernement se décidera-t-

il à mettre un terme à cet état de choses? Le commerce est frappé de stagnation par l'effet d'une ordonnance aussi impolitique qu'elle est illégale, et les négociants qui ne veulent pas entièrement cesser leurs relations avec l'Espagne sont obligés de recourir à la fraude. La contrebande prend chaque jour une extension plus effrayante. On ne trouve plus d'ouvriers parmi les habitants de la frontière; ils sont devenus presque tous contrebandiers; ils marchent en troupes, armés de ces fusils qui leur avaient été confiés pour un plus digne usage, et s'ils rencontrent sur leur chemin un douanier qui s'avise de vouloir faire son devoir, assurés qu'ils sont de l'impunité, ils le traitent comme une bête fauve et le tuent. »

— On mande de Saint-Petersbourg, du 24 janvier :

« La Russie ne restera pas non plus en arrière des autres États du continent, à l'égard des chemins de fer. Le premier essai se fera sur les routes de Saint-Petersbourg aux résidences impériales de Zarskojeselo et de Petershof, dont la première est éloignée de la capitale de six lieues et l'autre de huit. Le plan a obtenu l'approbation de l'empereur, et des personnages distingués sont intéressés dans l'exécution. »

(*Mercur de Souabe*).

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

Si, dans le discours de la couronne, il n'est pas expressément fait mention de la nationalité polonaise et de l'Orient, ce ne doit pas être pour les membres des deux Chambres un motif qui les empêche d'exposer au gouvernement leur avis à cet égard, ou de proposer des mesures qu'ils jugeraient favorables à la conservation de l'indépendance de la Turquie et au rétablissement de celle de Pologne. L'opinion publique sur cette double question s'est formellement prononcée contre la Russie; mais la politique qui devra arrêter sa marche en Orient et l'obliger à conformer aux traités existants ses actes dans l'Occident, exige des combinaisons que l'on ne saurait définir ni préciser actuellement.

ÉTATS UNIS.

Le *Sylvie de Grasse*, paquebot de New-York, du 16 janvier, est arrivé le 8 février au Havre. Les lettres n'étaient pas encore distribuées au départ de l'estafette; mais nous apprenons que lorsque ce bâtiment est parti, le 19 janvier, on attendait le message spécial du président, qui n'était pas encore parvenu à New-York. On avait tout lieu de croire que la tension en serait pacifique.

ESPAGNE.

Une dépêche télégraphique de M. l'ambassadeur de France à Turin annonce que la Reine

régnante de Naples est morte le 31 janvier, à midi, par suite d'une fièvre bilieuse.

Marie-Christine-Charlotte-Joséphine-Gaétane-Elise de Savoie, fille du feu roi de Sardaigne Victor Emmanuel, était née le 11 novembre 1812, et avait épousé le roi de Naples en 1832.

— On annonce que le Roi vient de faire remise pleine et entière à MM. Lyon et Bichat du restant des peines auxquelles ils ont été condamnés.

TRIBUNAUX.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LYON.
Audience du 1^{er} février.

MAISON DE FEU.

Trois commissaires de police, le chef de la brigade de sûreté, et cinq ou six agents subalternes comparaissent ce matin, comme témoins, devant le Tribunal de police correctionnelle, pour rendre compte d'une expédition par eux tentée, le 15 janvier dernier, contre une maison de jeu située dans la rue Mercière. Les sieurs B. et M... sont assis sur les bancs des prévenus, l'un comme banquier, l'autre comme propriétaire de l'établissement.

Sur une table placée au pied du tribunal, figurent les pièces de conviction. Ce sont des cartes de toutes les couleurs et de toutes les dimensions, des jeux de loto, des sacs d'argent, une corbeille, des portes-feuilles, un livre de compte portant sur chacune de ses pages le doit et l'avoir des joueurs, des billets souscrits, des quittances, etc., etc., toutes choses sur lesquelles un des commissaires de police donne successivement de longues explications.

La maison de jeu de la Mercière était un sanctuaire où il était difficile de pénétrer. Trois portes en bois de chêne et bien verrouillées en gardaient l'entrée principale. Puis au milieu d'un vestibule se trouvait une grille à travers laquelle le chef de l'établissement pouvait examiner, sans être aperçu, toutes les personnes qui se présentaient; ce qui lui permettait très facilement de ne laisser entrer jamais que les initiés.

Plusieurs fois la police essaya de pénétrer dans l'enceinte réservée ou se tenaient les joueurs, mais ses entreprises avaient été déjouées, et toutes ses ruses étaient venues échouer contre l'adresse et la surveillance du sieur B..... Le 15 janvier, elle a été plus heureuse : à huit heures et demie du soir elle était maîtresse de l'établissement, verbalisant, interrogeant, fouillant et saisissant tout ce qui lui tombait sous la main.

A l'audience, le sieur B... a nié faiblement les charges produites contre lui.

M. le président. — Il est constaté qu'on jouait chez vous le macao?

L'accusé. — On jouait le piquet et l'écarté.

M. le président. — Ne jouait-on pas le macao?

L'accusé. — C'était la bouillotte.

M. le président. — Et le macao?

L'accusé. — Et aussi le macao, M. le président.

Le sieur B..., qui se trouvait en état de récidive, a été condamné à trois mois de prison, cent francs d'amende et aux dépens.

Le ministère public n'ayant pu produire des preuves matérielles de la culpabilité de M..., le Tribunal a renvoyé ce dernier de la plainte.

ANNONCES ET AVIS.

VENTE VOLONTAIRE

Et aux enchères publiques d'immeubles situés à Bastia, savoir :

1^o Un étage de maison ; composé de six pièces, une alcove et deux cabinets, ayant au dessus, une grande cuisine, différentes pièces de décharge, deux terrasses et droit d'exhaussement, ayant au dessous une bonne cave avec un emplacement pour le débit du vin ; ayant à côté, un verger, à l'extrémité duquel est une petite écurie. Le tout tient, du côté du Nord, à la grande rue, et du côté du midi, à la rue S. Ange. Le dit étage est au troisième en y entrant par la grande rue, et au premier en y entrant par le verger.

Mise à prix fr. 12,000.

2^o Une boutique dans la grande rue et au dessous dudit étage.

Mise à prix 1,500

3^o Autre boutique dans la grande rue, à droite en entrant dans la maison Videau.

Mise à prix 2,400

4^o Autre boutique dans la rue des Jésuites, à droite en montant l'escalier qui conduit à la Misericorde.

Mise à prix 2,400

5^o Autre boutique à côté de la précédente.

Mise à prix 2,400

6^o Autre boutique aux Terrasses, à l'angle des rues Napoléon et St Jean.

Mise à prix 4,000

7^o Un petit étage de maison, au dessus de cette boutique, composé de trois pièces, un galetas et une terrasse, avec droit d'exhaussement.

Mise à prix 4,000

8^o Deux boutiques contigües, sous le Café du Théâtre, à l'angle de la rue du Théâtre et de la rue Neuve.

Mise à prix 7,300

9^o Autre boutique à la Marine, à droite en montant l'escalier St Jean.

Mise à prix 2,500

10^o Autre boutique à la Marine, maintenant louée au Sieur Cardella débitant de liqueurs.

Mise à prix 2,600

11^o La moitié d'un magasin et de deux petits étages de maison au dessus, au nouveau marché, le tout loué maintenant au Sieur Zulezzi.

Mise à prix de ladite moitié 2,000

12^o Une boutique et une chambre

au dessus, sur le Cours, en face de la rampe S. Charles

Mise à prix

2,000

TOTAL... 43,000

La vente aura lieu par lots séparés.

Le jour et le lieu des enchères seront indiqués ultérieurement.

Où vendrait cependant le tout de gré à gré pour la somme de 48,000

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à Mr Guasco, Antoine-Joseph, notaire royal à Bastia.

OUVRAGES MIS EN VENTE

Qui se trouvent chez les FRÈRES FABIANI à Bastia.

OEUVRES COMPLÈTES

DE

J. BACINE,

AVEC SON ÉLOGE PAR LA HARPE.

6 Vol. in 8^o — Prix 18 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA CORSE

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS 1835,

AVEC

UNE INTRODUCTION

Contenant en abrégé l'histoire et la statistique du pays.

Le préface de son histoire naturelle.

Et une notice bibliographique des principaux auteurs qui en ont parlé.

OUVRAGE ENRICH

D'UNE CARTE GÉOGRAPHIQUE DE L'ÎLE

ET D'UN GRAND NOMBRE DE DOCUMENTS INÉDITS,

Par J.-M. JACOBI AVOCAT,

Auteur de divers ouvrages sur la politique, l'économie sociale,

La statistique etc.

3 vol. in-8^o

Prix du 1^{er} et 2^e vol. publiés fr. 12. Le 3^e volume paraîtra incessamment.

OEUVRES COMPLÈTES

DE

MONTESQUIEU,

MISES EN ORDRE PAR M. L. TRISSÉ.

6 Vol. in 8^o — Prix 18.

SIREY JOHNSON PRIVÉ.

Soul remède efficace contre les maladies nerveuses ou inflammatoires du cœur, les toux catarrhales, l'asthme, et les écoulements ; il guérit en dissipant les douleurs de poitrine, et rendant l'expectoration plus facile, il agit en régularisant l'action du sang et en poussant les glaires par les urines.

Dépôts : Bonifacio, Castelli, Corte, De-Nobili, Rousse, Guiliardi.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia, De l'Imprimerie de César FABIANI.

MERCREDI 24 FÉVRIER 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUTES LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 67.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CORSE.

RECHERCHES SUR L'ÉTAT ACTUEL DE LA CORSE ET SUR LES MOYENS DE L'AMÉLIORER.

PREMIÈRE LETTRE.

A M. le rédacteur de l'Insulaire Français.

Monsieur,

Je me propose, si vous consentez à m'ouvrir les colonnes de votre journal, d'examiner une suite d'objets que je crois intéresser l'avenir de notre pays.

Le moment me paraît opportun. Le gouvernement s'occupe sérieusement du bien-être, de la civilisation de la Corse, comme disent nos fonctionnaires à gros émoluments ; œuvre louable, s'il en fut jamais, que celle de notre civilisation, entreprise depuis long-temps et pas trop avancée !

Ab ! si elle eût pu s'accomplir par discours imprimés ou inédits, nous n'aurions plus rien à désirer.

Combien de fois nos fonctionnaires civilisateurs ne nous ont-ils pas fort éloquemment prouvé que nous avions grand tort de nous entretenir au lieu de cultiver nos champs ?

Malheureusement la réforme n'a pas fait pour cela de rapides progrès ; et malheureusement aussi il arrive, comme toujours en cas d'insuccès, qu'on s'accuse mutuellement : les maîtres s'en prennent aux disciples, et vice-versa, les disciples n'ont plus la même confiance dans les maîtres.

Je prévois, Monsieur, que je serai quelquefois obligé d'aborder des questions fort délicates. Je le ferai avec un tel abandon, avec une franchise telle, que cela, je l'espère, me tiendra lieu d'habileté. C'est que je suis, on ne peut plus convaincu de la nécessité où nous sommes de convenir avant tout de nos propres erreurs comme de nos défauts, pour avoir droit de nous plaindre des erreurs ou des défauts des autres.

Ainsi, s'il m'arrive de signaler quelques unes

des nombreuses fautes qu'on a commises en gouvernant ce pays, ce sera sans présumer de mes propres lumières, pas plus qu'un malade ne présume des siennes, lorsqu'il indique les causes et le siège de ses souffrances. — Et moi aussi je ressens vivement les maux de ma patrie !

Une question toute morale se présente d'abord. Depuis quelque temps on se plaît à propager une bien mauvaise opinion à notre égard.

Vous savez, Monsieur, que le plus grand des défauts qu'on nous a sans cesse reproché, et avec raison, c'est d'être paresseux et d'être égoïstes.

Corse. Vient ensuite l'accusation de paresse ; deux défauts ou plutôt deux péchés capitaux dont nous avons toujours été reconnus coupables par quiconque de nos frères du continent s'est mêlé d'écrire sur la Corse. A ce propos nous avions eu souvent la douleur d'entendre lancer contre nous cet anathème si légèrement attribué à plus grand des hommes : « Les Corses se tuent tous les jours. » Eh bien ! aujourd'hui il s'agit d'une espèce de découverte pour se confirmer dans cette affreuse conviction. Cette passion funeste (la vengeance) serait particulièrement innée chez nous, tenant à notre caractère original, au climat.

S'il en était ainsi il faudrait désespérer de l'amélioration que nous ambitionnons le plus, des mœurs douces et paisibles.

Mais voyons sur quelle base on se fonde.

M. Robiquet (car pour moi il est évident que cette opinion est fondée sur la statistique recom-

pensée par notre conseil-général), s'exprime en ces termes, page 393. « La passion de la vengeance paraît être un des traits les plus prononcés des mœurs des paysans corses. Leur caractère ori-

ginal, ou le climat de l'île, ont pu contribuer à rendre plus irrépressible chez eux un penchant

que la nature a placé dans le cœur de tous les hommes comme une garantie contre les offenses

de leurs semblables. » Puis, afin qu'on ne pût se méprendre sur son intention et sur la portée de ces paroles, il a soin d'ajouter, par une note, que nous descendons des Arabes au moyen des Phéniciens qui ont les premiers peuplé la Corse, et au moyen des Sarrasins qui l'ont occupée par la suite. (V. Limperani.)

Pour moi, je ne me sens nullement disposé à contester la qualité vindicative que M. Robiquet suppose plus inhérente à la race Arabe qu'à toute autre ; et encore moins, voudrais-je en jetant

teurs futurs de cet auteur, lesquels pourraient bien trouver à leur tour une excellence à venir qui se chargeât des frais d'impression moyennant un arbre généalogique : car je m'imagine qu'un grand seigneur ne saurait trop apprécier une généalogie qui remontât jusqu'aux Phéniciens. Mais sans me compromettre avec les savants et les antiquaires, il me semble pouvoir soutenir que depuis les Phéniciens, et même depuis les Sarrasins, il s'est écoulé assez de temps pour que la mauvaise influence du sang arabe ait complètement été rena-

lissée par notre mélange continu avec les autres peuples de l'Europe.

Reste le climat. Comment disculper ce beau soleil d'Italie qui nous éclaire, puisque les Italiens aussi passent pour être enclins à la vengeance ?

Je ne me permettrai là-dessus qu'une simple observation.

Celui des peuples de l'Italie avec lequel nous avons eu de tout temps le plus de relations, qui a réellement possédé la Corse durant un assez long espace de temps, celui dont nous parlons à peu près le langage, que nous touchons presque, le peuple iuscan en un mot, n'a pas été le dernier dans la carrière des arts, de la civilisation, et tout le monde lui reconnaît les mœurs les plus douces, les plus sociables, les moins accessibles aux passions violentes.

Du moins, dira-t-on, vous admettez que votre climat vous rend naturellement paresseux ? Sans doute, une température trop élevée est un obstacle au travail, elle énerve le corps et le force au repos ; mais on est bien rarement dans ce cas en Corse, et notre climat n'est rien moins qu'uniforme : le climat des Alpes, sur nos plus hautes montagnes, et un climat à orange sur tout le littoral de l'île. Eh bien ! pour se convaincre que ce n'est pas le climat qui chez nous met obstacle au travail, on n'a qu'à observer que l'habitant de nos villes maritimes est sans cesse occupé, et que précisément c'est l'habitant de nos villages, presque tous situés sur les hauteurs, qui demeure souvent oisif.

N'en déplaise à l'auteur de la statistique, pour se rendre compte de l'état actuel de la Corse, il n'y avait pas besoin de consulter les auteurs anciens, et de s'enfoncer dans les ténèbres des temps les plus reculés. Il suffisait de se rappeler qu'il existe beaucoup de localités en Europe, et même sur le continent français dont les habitants ont des mœurs analogues à celles des paysans de la Corse. Partout où la société est restée long-temps impuissante à redresser les torts des particuliers, on a dû finir par contracter la très mauvaise habitude de se faire justice soi-même. Qui ne sait que l'intérieur de l'île a été dans un état continu de troubles et de sang, sans communication avec le continent. Souvent isolé même de ses villes maritimes, le paysan corse dans ces temps ne pouvait compter que sur lui-même pour la défense de sa personne ; peut-être aujourd'hui il y a encore tel endroit où il ne lui est pas permis de se reposer entièrement de ce soin sur l'autorité publique. Dans un pareil état de choses il n'a pu songer à l'aisance et aux commodités de la vie. Habitué aux privations il ne travaille guères. Pourquoi s'en étonner ? D'ailleurs, dans quel pays travaillait-on si le travail ne profite pas ? Qu'on se dégonfle de toute prévention, et l'on reconnaîtra qu'il en est en Corse, comme partout ailleurs ; qu'il y a plus d'oisiveté là où la production ne trouve pas d'échange facile et avantageux.

Civiliser un pays !... mais c'est faire contracter à ses habitants un plus grand nombre de besoins, c'est-à-dire les habituer à de nouvelles commodités, à de nouvelles jouissances ; or, s'il est bien démontré, dans ce bas monde, qu'on ne se procure rien si on n'a rien à donner en échange, il s'en suit qu'il faut commencer par produire, c'est-à-dire qu'un pays ne peut se civiliser qu'à mesure qu'il s'enrichit.

Ma conclusion, Monsieur, à peine ai-je besoin de le dire, est que l'œuvre de notre civilisation n'était pas si facile qu'on se l'était imaginé d'abord, et qu'il n'est pas impossible comme on paraît l'in-

sinuer aujourd'hui. La nature n'y a pas mis d'obstacle au moral, en nous formant tout autrement que les autres populations de la France ; elle n'y a pas mis non plus d'obstacle au physique en nous donnant en partage un sol plus aride et plus stérile, un climat moins favorisé. Non, j'en ai la conviction la plus intime, ce n'est pas la nature que nous devons accuser de nos malheurs, mais bien les hommes et surtout nos gouvernements.

Cette vérité résultera, je l'espère, de notre correspondance, si cela vous est agréable, ou plutôt si cela est agréable à vos abonnés que je vous engage le premier à consulter.

J'ai l'honneur, etc.

La mère de NAPOLEON est décédée à Rome le 2 au courant.

Le pavé de la rue des Jésuites se trouve dans un état déplorable, ce qui a déjà occasionné la chute de plusieurs personnes. Avis d'autant plus nécessaire à l'autorité municipale, que l'adjudicataire des reverbères, destinés à l'éclairage de la ville, paraît trop compter sur la lune.

Le nommé Isnardi, condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour d'Assises de la Corse, dont le pourvoi en cassation avait été admis, vient d'être acquitté aux assises des Bouches-du-Rhône.

Nous nous exprimons d'annoncer que le 13^e sera levé 24 qui va tenir garnison à l'erpignat. Un bataillon chasseurs d'Afrique, composé de 1,500 hommes, viendra aussi tenir garnison en Corse. L'effectif des troupes s'élèvera par conséquent à 5,000 hommes.

M. Gabrielli curé de la paroisse de S^{te} Marie de Terranova, en cette ville, vient d'être nommé curé de la Cathédrale d'Ajaccio.

On lit dans le *Messenger* du 16 février :

« Les députés s'étaient rendus en moins grand nombre aujourd'hui que les jours précédents dans la salle des conférences. Voici les nouvelles qui y trouvaient le plus de créance. »

« M. Molé avait écrit hier soir au Roi qu'il renonçait absolument à faire partie d'une combinaison ministérielle. S. M. avait, sur cette nouvelle, convoqué les anciens ministres, qui, en effet, se sont réunis tous au château à deux heures. Le Roi leur a, dit-on, déclaré que, dans l'état des choses, après dix jours d'essais sans résultats, c'était à eux de le tirer d'embarras, soit en rentrant ensemble aux affaires, soit en se fractionnant selon les nécessités qui seraient reconnues. »

« On en revenait donc à penser que l'ancien cabinet resterait, moins MM. de Broglie et Guizot. M. Thiers prendrait, dit-on, les affaires étrangères avec la présidence du conseil. On ajoutait que le cabinet se compléterait par M. de Montalivet à l'intérieur, et M. Sauzet à l'instruction publique. Mais nous sommes à peu près certains qu'aucune proposition pour cette combinaison n'a encore été faite à M. Sauzet. »

PARIS.

Le gouvernement a reçu le 30 février la dépêche télégraphique suivante :

« Londres, le 9 à deux heures et demie du matin. L'ambassadeur de France à M. le ministre des affaires étrangères. »

« Le président Jackson a adressé le 19 janvier au Congrès un message qui recommande l'adoption d'une loi pour fermer les ports américains aux bâtiments français. »

« Une lettre insérée dans la *Gazette d'Augsbourg* annonce que le 9 janvier, un protocole qui termine les différends entre la Sardaigne et le Portugal, a été signé à Londres, sous la médiation de l'Angleterre. »

Cette nouvelle est confirmée en ces termes dans une lettre de Lisbonne, en date du 3 février publiée dans le *Times* :

« Le marquis de Loulé a fait officiellement annoncer dans le journal d'hier que les relations amicales avec la cour de Sardaigne ont été rétablies par la bienveillante médiation de la Grande-Bretagne, l'ancienne et fidèle alliée du Portugal, et, en conséquence, les restrictions apportées aux relations commerciales des deux pays ont été immédiatement supprimées. »

« On a reçu des nouvelles de Madrid en date du 3 février. »

La *Gazette de Madrid* du 1^{er} février contient dans un supplément extraordinaire, un rapport sur la prise du fort du Hort, en Catalogne, par les troupes constitutionnelles. Les rebelles y ont été passés au fil de l'épée, y compris les chefs Morales et Siera. »

« Le *Courrier anglais* du 9 février expose le chiffre des marins requis pour le service de 1826 ; il s'élève à 5,000 de plus qu'à l'année dernière, en tout 33,000. »

« On lit dans le *Morning Chronicle* : « Malgré la non-intercourse et le préparatif de guerre, proposés par le général Jackson, nous ne pouvons cependant pas nous persuader qu'après le discours du Roi des Français aux Chambres, il puisse rien arriver de grave. Nous espérons que les bons offices de notre gouvernement arrangeront promptement cette affaire, et que la France n'aura pas à son tour à fermer ses ports aux produits et aux vaisseaux de l'Amérique. Quelques orateurs, dans les deux Chambres du Congrès, désapprouvent le Message. Il y aura de violents débats quand les comités qui en sont chargés feront leur rapport. »

« A Constantinople, on a épuisé, pendant les premiers jours de janvier, un froid excessif qui a surpassé celui de 1812. Beaucoup de personnes ont péri. On parle entre autre de deux Anglais qui ont été gelés à la chasse. On apprend aussi que, vers les frontières de l'Asie, l'intensité du froid a été la même qu'à Constantinople. »

« Nous lisons la note suivante dans un des journaux de Philadelphie qui nous sont parvenus hier : »

« S'il faut en croire un bruit généralement répandu, le consul français résidant dans notre ville, aurait reçu de son gouvernement une notification officielle, portant qu'en vertu d'un arrangement entre les gouvernements de France et d'Angleterre, le chargé d'affaires anglais à Washington était chargé, en cas d'interruption des relations diplomatiques entre la France et les

Etats-Unis, de protéger les citoyens français dont les intérêts réclameraient un appel quelconque aux autorités fédérales siégeant à Washington. »

(*Sun*).

« Le roi de Naples a fait publier une amnistie politique à l'occasion de la naissance d'un prince royal. Voici les termes du décret : « Ceux de nos provinces d'en-deçà et d'eau-delà du Phare qui, par l'effet des troubles politiques, ont été à diverses époques bannis du royaume, et dont les noms sont portés sur un état remis au ministre de la police, peuvent rentrer dans leur patrie. »

« La seule annonce de la réduction prochaine du 5 p. 100, a donné un accroissement de valeur notable à toutes les actions industrielles et aussi aux propriétés immobilières. Certaines actions qui, il y a un mois, se plaçaient difficilement à 6,500 fr. : sont aujourd'hui, sans autre cause, demandées à 7,200 et 7,500. »

« D'après les dernières nouvelles de Saint-Petersbourg, le froid y est monté à 31 degrés, et il s'est soutenu pendant plusieurs jours de 25° à 30°. On a vu des personnes gelées dans les rues, et l'on cite entr'autres un cocher de louage tombé mort de son traîneau. Dans la nuit du 5 au 6, le vil-argent a gelé sous le verre sur le quai, où il y a eu jusqu'à 32 degrés de froid à 3 heures du matin. Cette même nuit, des voyageurs ont gelé en route et des sentinelles dans leurs guérites. Deux petits cochers sont restés morts sur leurs chevaux en attendant la sortie du bal ; enfin l'on a vu des pigeons et des moineaux tomber morts sur les places et dans les rues. »

« Nous avons des nouvelles de New-York jusqu'au 2^e janvier. Les esprits sont vivement préoccupés de la question des vingt-cinq millions, de la lettre de M. le duc de Broglie à M. Pageot, chargé d'affaires de France, en date du 17 juin, et du message spécial du Président. Le *Pantagon* qui est porteur de l'offre officielle de la médiation anglaise, n'était pas encore arrivé, mais cette offre était connue aux Etats-Unis et les amis de la patrie s'en félicitent. »

« La nouvelle des armements maritimes de la France et de la nomination de M. de Mackau au commandement général des forces françaises dans les Antilles, avait, au premier abord, produit de l'anxiété. L'on était allé jusqu'à discuter quel pouvait être le plan de campagne des Français, par quel point ils prétendaient effectuer leur débarquement aux Etats-Unis. Mais l'agitation s'était promptement calmée sur ce point, grâce au ton conciliant de la lettre de M. de Broglie, et aux notes du *Moniteur*. »

« Le navire le *Poland*, a quitté New-York le 27 janvier et a fait la traversée en quinze jours. M. Pageot, chargé d'affaires de France à New-York, et M. Dubois de Saligny, secrétaire de la légation, sont venus en France par ce paquebot. »

« On écrit de Lemberg (Galicie), le 26 janvier : »

« Les travaux du chemin de fer qui doit joindre la Galicie aux autres provinces autrichiennes doivent être commencés au printemps : plus de 30,000 soldats seront employés à ces travaux, dont les frais s'élèveront à 12 millions, par actions de 1,000 florins. La maison Rothschild a pris 4,000 actions. On ira de Lemberg à Vienne en vingt-deux heures. »

« Par suite d'un ordre du ministre de la guerre, des congés de six mois sans solde et renouvelables peuvent être délivrés à trois hommes par compagnie d'infanterie qui seront reconnus être devenus, depuis leur incorporation, les sou-

tiens nécessaires de leurs familles. Les parents des militaires qui se trouvent dans ce cas doivent adresser sans délai aux conseils d'administration des corps auxquels ces militaires appartiennent, un certificat signé de trois pères de famille et du maire de la commune constatant la position de la famille. Ce certificat devra être légalisé par le préfet. »

« Une ordonnance relative à l'introduction des journaux étrangers, surtout des feuilles françaises, vient d'être publiée à Berlin. Certains journaux français seront taxés comme les lettres. On veut empêcher par cette mesure que les cabinets de lecture et en général les établissements publics, puissent se procurer ces feuilles, étant forcés de payer pour chaque journal plusieurs centaines d'écus, ce qui équivaut à une complète prohibition. »

« On dit que M. de Chantelauze, l'un des prisonniers de Ham, est atteint d'une aliénation mentale. Des voyageurs qui l'ont visité, rapportent que sa raison est affaiblie, et qu'il y a chez lui comme un germe de monomanie. Ils ont remarqué dans son maintien un certain air d'égaré. Il se croit l'objet d'une surveillance particulière de la police ; il croit qu'on épie, qu'on commente toute ses actions et qu'on recherche ses écrits. »

« Voici les lois principales dont la chambre des députés paraît devoir être appelée à s'occuper dans cette session : Loi sur les attributions municipales et départementales ; loi sur l'organisation du conseil d'état ; loi sur la nouvelle organisation judiciaire ; loi sur les primes et les loteries ; loi sur l'instruction secondaire ; loi sur la responsabilité ministérielle ; loi pour régler le mode d'exécution de la loi sur le jury ; loi des douanes. (*Courrier Français*). »

« Le vaisseau de guerre américain la *Pensylvanie* est une des constructions les plus étonnantes qui jamais aient flotté sur l'Océan. Sa longueur est de 225 pieds anglais, et sa largeur de 32. Il est assez grand pour contenir 2,000 hommes, nombre supérieur à l'armée américaine qui gagna la bataille de Chippewa, supérieur à la population d'une grande ville du comté. Il porte 30,000 tonnes ; et chargé de farine il peut en contenir une quantité suffisante pour donner du pain à 15,000 personnes pendant toute une année. Il porte 140 canons de 52, et tire 28 pieds d'eau ; ce qui en rendra la navigation difficile dans les bas-fonds. Une de ses ancres pèse 11,669 livres. Les pompes sont de fer, et peuvent contenir 100 et 200 gallons. »

« On sait que Naples est le pays des plongeurs ; un journal de cette ville, l'*Onnibus*, annonce qu'un certain Lorenzo Giordano, de Fiumara en Calabre, a trouvé, après de longues expériences, le moyen de rester pendant six heures au fond de la mer, dans les endroits les plus profonds, avec la faculté de marcher et de faire environ un mille à l'heure. Cet homme demande qu'on lui accorde un privilège pour deux années, et le tiers de tout ce qu'il pourra trouver dans ses pé-réginations sous-marines. Moyennant cette condition, il s'offre à faire toutes les expériences qu'on exigera, et à ses propres frais. »

« La Cour des Pairs a rendu son arrêt dans l'affaire de l'attentat du 28 juillet, voici la teneur de cet arrêt prononcé à l'audience du 15 courant. M. le président lit d'une voix solennelle l'arrêt dont voici le texte : »

« La Cour des pairs,

« Vu l'arrêt du 19 novembre dernier, ensemble l'acte d'accusation dressé en conséquence contre

« Fieschi (Joseph),
« Morey (Pierre),
« Papin (Pierre-Théodore-Florentin),
« Boireau (Victor),
« Bescher (Teli),
« Qui les témoins en leurs dépositions et confrontations avec les accusés ; »

« Oui, le procureur-général du roi en ses dires et réquisitions ; »

« Après avoir entendu Fieschi et M^{re} Patoni, Parquin et Chaix-d'Est-ANGE ses défenseurs ; Morey et M^{re} Dupont son défenseur ; Papin et M^{re} Marie et Philippe Dupin ses défenseurs ; Boireau et M^{re} Paillet son défenseur ; Bescher et M^{re} Paul l'abbé son défenseur, dans leurs moyens de défense ; »

« Après en avoir délibéré,

« En ce qui concerne Fieschi (Joseph),
« Attendu qu'il est convaincu d'avoir, le 28 juillet dernier, commis, à l'aide d'explosion d'armes à feu, un attentat contre la personne et la vie du roi, et de plusieurs membres de la famille royale ; »

« Qu'il s'est, en outre, par le même acte, commis avec préméditation, et guet-à-pens, rendu coupable :

« 1^o D'homicide volontaire sur la personne du maréchal duc de Trévise, etc.

« 2^o De tentative d'homicide volontaire sur la personne du général comte de Colbert, du général baron Brayer, etc.

« En ce qui touche Morey et Papin, »

« Attendu qu'ils sont convaincus de s'être rendus complices des crimes ci-dessus spécifiés, »

« 1^o En concertant et arrêtant entre eux et avec l'auteur de l'attentat la résolution de le commettre ; »

« Laquelle résolution a été suivie d'actes commis pour en préparer l'exécution. »

« 2^o En donnant des instructions pour commettre ledit attentat, en y provoquant par dons, machinations et artifices coupables, en procurant des armes et autres moyens ayant servi à le commettre, sachant qu'ils devaient y servir, et en ayant, avec connaissance, aidé et assisté l'auteur de l'action, dans les faits qui l'ont préparée, facilitée et consommée. »

« En ce qui concerne Boireau ; »

« Attendu qu'il est convaincu de s'être rendu complice des mêmes crimes, en ayant, avec connaissance, aidé et assisté l'auteur de l'action dans les faits qui l'ont préparée et facilitée. »

« En ce qui concerne Bescher : »

« Attendu qu'il ne résulte des débats aucune charge qui établisse qu'il se soit rendu coupable, comme auteur ou comme complice des crimes ci-dessus qualifiés ; »

« Déclare Bescher acquitté de l'accusation portée contre lui ; ordonne qu'il sera mis sur-le-champ en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause ; »

« Déclare Fieschi coupable : »

« 1^o D'attentat contre la personne et la vie du roi, et contre celle de plusieurs membres de la famille royale ; »

« 2^o D'homicide volontaire, commis avec préméditation et guet-à-pens, sur la personne de (suivent les noms) ; »

« 3^o De tentative d'homicide volontaire sur les personnes de (suivent les noms) ; »

« Déclare Morey et Papin coupables de complicité des mêmes crimes, »

